

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 JUILLET 1919.

Projet de loi modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les Cours et Tribunaux ⁽¹⁾.

RAPPORT

PRÉSENTÉ, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. PONCELET.

MESSIEURS,

L'objet du projet de loi est d'assurer, en même temps que le service régulier de la justice, la liquidation d'un arriéré judiciaire considérable.

C'est pour atteindre ce but que le Gouvernement propose de modifier, pour un terme de quatre ans, la composition de nos cours et tribunaux et d'apporter quelques changements à la procédure organisée par nos lois.

La première question qui se pose est celle de savoir s'il est réellement nécessaire de recourir à des mesures exceptionnelles.

Il semble y avoir accord unanime sur ce point.

Les statistiques révèlent en effet, l'existence d'un arriéré important presque partout, mais particulièrement dans les tribunaux de 1^{re} classe et surtout à Bruxelles.

C'est en matière correctionnelle que l'encombrement est devenu spécialement inquiétant.

Cependant, il ne faut rien exagérer.

Comme le démontrait, en 1915, M. le procureur général Terlindeu, il ne faudrait pas un très grand effort pour remettre nos organismes judiciaires en marche normale et assurer à bref délai la disparition de l'arriéré.

La situation est certes devenue beaucoup plus grave, par suite des bouleversements de la guerre et de la suspension complète, pendant plus de huit mois, du travail judiciaire en Belgique; mais la section centrale pense qu'il

(1) Projet de loi n° 169.

(2) La Section centrale était composée de MM. Mechelynck, président, Verachtert, Poncelet, Servais, Claes, Buysse et Tibbaut.

n'est pas nécessaire, pour venir à bout des affaires en suspens, de prendre des mesures temporaires d'une durée de quatre années.

Elle est d'avis qu'il suffira de recourir, pendant deux ans au plus, aux expédients qu'elle propose, pour remettre les choses dans l'ordre normal.

Une seconde question qui se présente, est celle de rechercher si c'est uniquement dans les modifications du personnel et de la procédure qu'il faut trouver les moyens d'arriver au désencombrement.

Comme nous le disons plus haut, c'est surtout dans les tribunaux de première classe, mais plus particulièrement à la Cour et dans les tribunaux de Bruxelles que l'on se plaint de l'accumulation des affaires. Telle que l'organise notre législation actuelle, la répartition des affaires entre les cours et les tribunaux présente ce côté defectueux qu'elle permet une concentration exagérée des procès devant les mêmes tribunaux.

Le moyen de remédier à cet inconvénient n'est-il pas de modifier les règles en matière de compétence territoriale ?

Pourquoi ne pas mieux assurer aux justiciables leurs juges naturels et ne pas renvoyer aux tribunaux de province le surcroît des charges dont se plaignent, avec raison, les tribunaux de nos grands centres ?

C'est dans cette pensée que la Section centrale propose de décider qu'il ne sera plus permis, durant la période d'application de la loi projetée, de déroger, par des conventions particulières, aux règles de la loi, qui veulent que le juge compétent soit le juge du domicile du défendeur ou bien le juge du lieu dans lequel l'obligation est née ou dans lequel elle doit être ou a été exécutée.

Sans parler de l'amélioration incontestable qu'une telle disposition introduirait dans notre régime judiciaire, il est certain qu'au point de vue qui nous occupe, elle constituerait un remède évident à la surcharge de certains tribunaux.

Que de procès, actuellement introduits devant les tribunaux de Bruxelles ou d'Anvers, à la faveur d'une dérogation le plus souvent imposée à l'une des parties, devraient en toute équité être portés devant des tribunaux moins encombrés !

Tantôt, c'est la clause d'un contrat d'assurance ; tantôt, c'est une simple mention imprimée sur une facture ; tantôt encore, c'est une élection de domicile imposée sans raison plausible, qui permettent d'assigner devant un tribunal qui n'est pas le leur, des justiciables éloignés, auxquels on inflige ainsi des frais et des déplacements exagérés.

N'est-ce pas un abus auquel il importe de mettre fin ?

Pourquoi encore laisser aux tribunaux de Bruxelles la lourde charge de connaître de tous les procès dirigés contre l'État et ne pas décider que désormais « l'État devra toujours être assigné devant le tribunal du lieu où doit » s'exécuter la convention qui sert de base au litige ? »

C'est, dans ces termes mêmes que, dans son travail précité de 1915, M. le Procureur général Terlinden proposait de modifier l'article 40 de la loi de 1876.

La Section centrale propose de compléter le projet qui nous est soumis et d'y ajouter une disposition modifiant en ce sens les règles de la compétence.

* * *

Mais il n'est pas douteux que le mal réside surtout dans l'insuffisance du nombre de chambres dans les Cours et Tribunaux.

Le problème est de suppléer à cette insuffisance et c'est une tâche bien délicate que de le résoudre.

Quand, dans une organisation sociale, il existe une institution qui ne prête à la critique de personne et qui inspire au contraire à tous le respect et la confiance, il faut se garder d'y toucher et en tout cas ne le faire qu'avec la plus grande circonspection.

Il faut surtout éviter, dans une chose sacrée comme l'administration de la Justice, de faire des essais hasardeux, de jeter le discrédit sur une institution qui intéresse, à un si haut degré, l'ordre moral et social du pays et d'ajouter encore un nouveau bouleversement à tous ceux que nous ont amenés les événements.

Sans doute, bien avant la guerre, beaucoup de bons esprits demandaient déjà des changements : le juge unique avait ses partisans ; mais, remarquons-le, on n'invoquait guère qu'il rendrait une meilleure justice, on le demandait, alors comme aujourd'hui, comme un expédient destiné surtout à mettre fin au double mal dont la justice souffre depuis longtemps : la lenteur et l'encombrement.

Les moyens proposés par le projet de loi pour guérir ces deux plaies sont-ils les bons moyens ?

Ne vont-ils pas au contraire, sous prétexte d'accélérer la marche de la justice, en diminuer les garanties et en affaiblir le prestige ?

Restreindre les droits des justiciables, leur imposer une justice nouvelle qui heurtera les traditions et provoquera peut-être de la défiance, n'est-ce pas un projet dangereux ?

Le projet propose d'abord de porter à 5,000 francs le taux du dernier ressort, que nos lois fixent aujourd'hui à 2,500 francs. La Section centrale n'est pas d'avis d'accepter cette proposition.

Loin de restreindre le droit d'appel, n'est-il pas plus conforme aux tendances actuelles et n'est-il pas du reste plus sage de donner autant que possible à tous les justiciables les mêmes garanties ? Ne devrait-on pas bannir du langage judiciaire la formule qui distingue entre les procès importants et les procès moins importants ?

L'appel, dit-on, est moins un droit qu'un privilège ; mais si c'est un privilège, comment nos mœurs peuvent-elles le tolérer plus longtemps, surtout sur ce terrain de la justice, où doit s'affirmer solennellement l'égalité des droits ?

Le chiffre de la demande est-il d'ailleurs toujours l'élément qui caractérise

l'intérêt que les parties portent à la solution d'un procès, et au surplus ce chiffre lui-même ne change-t-il pas d'importance suivant la fortune plus ou moins grande des intéressés ?

L'appel est-il, oui ou non, une garantie de meilleure justice ? Si oui, il faut l'accorder à tout le monde ; si non, il n'y a aucun inconvénient à le supprimer, mais alors il faut aussi le supprimer pour tout le monde.

Ceux qui ont le culte de la justice ne connaissent pas la différence entre les grands et les petits procès et il suffit de faire appel au témoignage de la magistrature et du barreau pour se convaincre qu'un procès qui ne présente au point de vue du chiffre que peu d'importance, peut demander un travail plus difficile et exiger un examen plus délicat qu'un procès d'apparence plus important.

Il serait regrettable que, dans cette loi provisoire, on allât marquer, en relevant le taux du dernier ressort, une tendance si contraire aux aspirations démocratiques.

N'oublions pas, au surplus, que l'arriéré existe surtout devant les tribunaux de première instance et que le relèvement du chiffre du dernier ressort ne pourra faire qu'il y ait un procès de moins.

*
* * *

Le projet du Gouvernement introduit ensuite deux innovations d'une extrême importance : d'une part le juge unique en première instance, d'autre part la réduction de cinq à trois du nombre des conseillers, pour constituer le siège des cours d'appel en matière civile ou commerciale.

Ces deux réformes, et surtout la première, ont fait, avant la guerre, couler des flots d'encre. Aujourd'hui, on semble se passionner beaucoup moins, mais ces réformes continuent cependant de soulever d'interminables discussions et de rencontrer d'irréconciliables adversaires.

Il faut le reconnaître, le projet introduit le juge unique d'une façon tout au moins inattendue. Le système proposé peut se résumer dans cette formule : le juge unique pour les affaires appelables, le triple juge pour les affaires non appelables, ce qui revient encore à dire : un seul juge pour les affaires importantes, trois juges pour les affaires moins importantes.

N'est-ce pas là encore une regrettable distinction, de nature à donner l'idée qu'il existe deux justices différentes.

Fera-t-on jamais comprendre au public, et les intellectuels ne doivent-ils pas faire eux-mêmes un gros effort pour admettre que les procès auxquels on attache le plus d'importance seront déferés à un seul juge, tandis que ce qu'on appelle les petits procès seront confiés au jugement de trois juges ?

Ne faut-il pas se garder de réformes qui heurtent à ce point le bon sens et qui pourraient discréditer bien vite une institution aussi respectable que la Justice ?

Les partisans du juge unique eux-mêmes s'effraient de la façon insolite dont il est présenté ; ils craignent que l'essai qu'on veut en imposer, dans de pareilles conditions, ne l'écarte définitivement pour l'avenir.

Sans doute, la raison qui explique la formule est que les décisions du juge unique seront toujours, suivant le projet, sujettes à appel.

Mais pareil motif ne met-il pas en défiance contre le juge unique plutôt que d'y conduire?

N'est-ce pas avouer que l'on n'a pas foi en ses décisions que de lui refuser la mission de juger jamais en dernier ressort?

Et n'est-ce pas, d'autre part, un encouragement à l'appel que de dire au plaideur : d'abord un juge unique, pour commencer, mais ensuite, trois juges pour l'appel.

Comme si les justiciables ne tenaient pas à terminer leurs procès devant la première juridiction et n'avaient pas en conséquence tout intérêt à avoir devant elle toutes les garanties de parfaite justice.

Loin d'amener la diminution des procès, le système proposé ne semble-t-il pas plutôt provoquer les appels et ne sera-ce pas là sûrement le résultat auquel on aboutira, si la réforme n'a pas avec elle la confiance générale?

* *
* *

Que faut-il donc faire?

Puisque la loi proposée ne doit avoir qu'un caractère essentiellement temporaire et qu'on lui donne ouvertement la portée de n'être qu'une loi d'essai, n'est-il pas préférable de ne pas imposer aux justiciables, sous prétexte de faire une expérience, un système judiciaire qui pourrait contrarier les traditions et les idées reçues et risquerait ainsi de ne pas produire le résultat cherché?

N'est-il pas possible de concilier l'expérience à faire avec la liberté pour les justiciables de s'y soumettre ou de s'y soustraire à leur gré?

Il y a, dit-on, beaucoup de partisans du juge unique. Si cela est vrai, pourquoi prendre des mesures pour contraindre les justiciables à y recourir? N'y viendront-ils pas d'eux-mêmes? Laissons leur la liberté, et l'expérience que l'on veut tenter n'en aura qu'une valeur et une sincérité plus convaincantes.

La Section centrale propose donc d'organiser le système du juge unique, de le donner aux plaideurs qui voudront bien l'accepter, mais de ne l'imposer à personne.

Elle va cependant plus loin que le projet : elle propose de soumettre au juge unique toutes les affaires, appelables ou non appelables, mais en réservant à chacune des parties le droit de conserver, si elle le préfère, la juridiction actuelle.

Et qui pourra se plaindre de cette réforme, puisqu'elle ne sera imposée à personne? Conçue sous cet aspect, elle n'a, semble-t-il, plus rien de froissant ni d'arbitraire et si le juge unique est appelé à devenir la règle, il s'introduira ainsi doucement et sans heurt ; le public s'y habituera plus vite.

D'autre part, les décisions d'un juge unique librement accepté ne seront-elles pas davantage respectées? Ne seront-elles pas, en tout cas, exemptes de ces critiques qu'elles ne manqueraient pas de provoquer d'avance et de parti pris, si elles étaient imposées? Et ne voit-on pas qu'inafailliblement le nombre des appels diminuera?

Nul doute, semble-t-il, que cette liberté de s'adresser au juge unique contribuera singulièrement à déblayer les rôles des affaires civiles et commerciales.

Reste la composition des chambres correctionnelles.

Il ne faut pas se dissimuler que là aussi le juge unique n'est pas sans provoquer de la défiance.

On comprend l'hésitation.

C'est qu'il s'agit de confier à un seul homme la charge si difficile et si délicate de statuer sur ce qu'il y a de plus précieux : l'honneur des citoyens et leur liberté.

Notre législation nous a habitués à tant de prudence et a pris des précautions si judicieuses pour garantir ces deux choses sacrées.

Faut-il rompre, à la légère, avec tout notre régime et passer, tout d'un coup, à une réforme qui laisserait à un seul homme la mission de décider, même dans les cas où la conscience se trouble et tremble devant les conséquences de la décision à prendre?

Les plus hardis ne vont pas jusque-là. Tout au plus pourrait-on consentir à confier au juge unique la connaissance des délits auxquels ne s'attache pas une note particulièrement infamante ; mais tous se refusent à le laisser décider seul, notamment, des crimes correctionnalisés et de certaines autres préventions d'un caractère particulièrement délicat.

Bref, il semble que le moment n'est pas venu encore d'adopter en matière correctionnelle un système qui n'a pas fait ses preuves et de lui donner un champ d'expérience où l'erreur peut aboutir à d'irréparables conséquences.

Et cependant, c'est en matière correctionnelle qu'il y a surtout encombrement.

Fallait-il ne rien faire?

Sans descendre tout d'un coup et de façon générale du triple juge au juge unique, n'y a-t-il pas un système intermédiaire, qui offrirait peut-être d'aussi sûres garanties que le système du triple juge et qui aurait cependant pour avantage d'augmenter dans une large proportion le nombre des chambres correctionnelles?

Un membre de la Section centrale l'avait pensé et aurait volontiers proposé de confier la connaissance des affaires correctionnelles, non plus à trois juges ni à un seul, mais à deux juges.

A première vue, la proposition paraît évidemment étrange.

Et cependant, à la réflexion, ne peut-on pas arriver à conclure que c'est là le vrai système, celui qui donnerait les meilleures garanties d'une bonne justice?

On se défie du juge unique, parce qu'on se défie des tendances ou des imperfections de celui qui serait appelé à exercer seul de pareilles fonctions.

Le juge unique devrait être un homme fait tout exprès, un homme sans passion comme sans idées préconçues, incapable de se laisser, même inconsciemment, influencer par aucun élément étranger, un homme tellement au-

dessus des faiblesses humaines qu'il n'ait besoin ni d'appui ni de contrôle. Il y a de ces hommes, mais ils sont rares.

D'autre part, est-il vraiment utile de recourir au jugement de trois juges pour avoir la garantie d'une bonne justice? Ne peut-on prétendre, en se basant sur l'expérience et en faisant l'analyse des méthodes ordinaires de travail, que deux juges feraient peut-être meilleure besogne.

D'après le système de nos lois, c'est la majorité qui acquitte ou condamne : c'est donc l'œuvre de deux juges; bien souvent, le troisième est inutile.

Ne peut-on soutenir que sa présence est même parfois plutôt nuisible? Qu'est-ce en effet que la responsabilité de chaque juge quand ils sont trois? N'est-ce pas en quelque sorte une responsabilité anonyme? Chaque juge ne peut-il être tenté de mettre sa propre conscience à l'abri, puisque les deux autres peuvent suffire? N'est-on pas plus porté, lorsqu'on est trois de compter sur les deux autres? Et si chacun en agit ainsi?...

Les partisans du double juge pensent que dans leur système il n'en serait plus ainsi. Ils partent de ce principe qui domine l'application des lois pénales et qui veut que l'opinion favorable au prévenu doit toujours prévaloir.

Si, de deux juges, l'un opine pour la condamnation, l'autre pour l'acquiescement, c'est le doute et dès lors c'est l'acquiescement ; il en est de même pour l'application de la peine qui, en cas de désaccord, devrait être celle des deux qui est la moins sévère.

Le principe est consacré par la loi en matière criminelle : l'article 347 du Code d'instruction criminelle décide qu'au cas d'égalité de voix, l'avis favorable à l'accusé prévaudra.

Si ce principe est admis, l'exercice de la juridiction correctionnelle par deux juges serait, disent-ils, une garantie de meilleure justice.

Ce ne serait pas le juge unique, laissé à ses seules lumières sans discussion ni contrôle.

Chaque juge aurait conscience de sa responsabilité, car son avis serait chaque fois nécessaire et décisif; dès lors tous deux devraient avoir toujours une connaissance complète de l'affaire et il semble qu'il devrait sortir, de ces deux responsabilités parallèles, des décisions toujours étudiées et réfléchies.

Et si l'on pouvait ainsi réduire à deux le nombre des juges en matière correctionnelle, l'on pourrait, sans augmenter le personnel, créer un grand nombre de chambres nouvelles.

Tel est le raisonnement de l'auteur de la proposition.

La Section centrale a préféré se rallier à un autre système, également intermédiaire, en proposant de confier au juge unique les délits ordinaires et de laisser au régime actuel des trois juges le soin de juger les affaires d'une particulière gravité ou d'un caractère spécialement délicat : tels les crimes correctionnalisés et les préventions prévues par le titre VII du Code pénal modifié par la loi de 1912 sur la protection de l'enfance.

La section a de plus admis le numéro XII du projet du Gouvernement qui confie les attributions de la chambre du conseil à un seul juge ; mais elle a

voulu cependant ajouter une garantie pour le prévenu en décidant que désormais le juge ne statuerait pas sans avoir au préalable donné au prévenu et à son conseil la faculté d'être entendus.

Comme on le voit, le projet adopté par la Section centrale ouvre bien large déjà la porte au juge unique. Il s'agit maintenant d'examiner à qui et comment on confiera cette charge.

En matière civile ou commerciale on pourrait concevoir, un système donnant aux parties la liberté du choix ; ce serait l'idéal, mais on s'aperçoit bien vite que pareille conception n'est pas pratiquement réalisable. En matière correctionnelle, elle est évidemment impossible.

Il faut donc que le choix se fasse par voie d'autorité.

Le projet du Gouvernement le confie au Roi.

A ce système il y a de sérieuses objections.

Pourquoi d'abord le choix d'un seul juge dans une chambre, pour exercer ces fonctions ? Pourquoi restreindre ainsi le nombre des juges appelés à remplir la charge de juge unique ? Et ensuite, qui pourrait garantir que ce choix sera toujours bien fait ? Qui ne voit que, désigner un seul juge pour cette juridiction nouvelle, c'est exposer celle-ci à des mécomptes qui pourraient lui amener bien vite la déconsidération ?

Passes encore si les fonctions de juge unique ne sont pas spécialement rétribuées ! Il est, en effet, probable qu'en ce cas elles ne seront pas très convoitées et qu'on pourra plus facilement faire appel aux magistrats les plus travailleurs et les plus éclairés.

Mais si l'on suit le Gouvernement dans son projet d'accorder au juge unique un traitement supplémentaire, ne verra-t-on pas surgir les compétitions et n'est-il pas à craindre que, mille considérations intervenant, le choix du ministre s'égare sur des magistrats moins qualifiés que d'autres pour exercer ces délicates fonctions ?

La Section centrale préfère s'en tenir au système de la loi actuelle d'organisation judiciaire qui veut que, pour la composition des chambres, il y ait un roulement, de manière que chaque juge fasse consécutivement le service de toutes les chambres et que chaque chambre soit périodiquement renouvelée ; ainsi il n'y aura pas à craindre que la charge de juge unique s'éternise en des mains qui décourageraient peut-être bien vite de la nouvelle institution.

Sans compter que pour les tribunaux de commerce l'on ne voit pas bien comment un seul juge pourrait être désigné pour tous les genres d'affaires, tandis que le roulement opéré par le Président suivant un règlement arrêté par le tribunal, pourrait assurer une répartition raisonnable des affaires entre des juges de spécialités différentes.

La section centrale est aussi d'avis qu'il ne faut pas attribuer de traitement spécial au juge unique et ce sentiment lui est inspiré non seulement par les considérations ci-dessus émises, mais aussi par le désir qu'elle entend marquer de voir relever de façon générale les traitements de la magistrature ;

elle craint que l'augmentation de traitements, accordé au juge unique, ne soit un nouveau motif pour enrayer le projet d'augmenter les traitements de tous les magistrats, augmentation qui s'impose si l'on veut assurer un recrutement meilleur.

Reste à examiner la procédure pour l'introduction et la répartition des affaires entre les chambres de trois juges et les chambres de juge unique.

Le projet du Gouvernement confiait au président du tribunal une tâche qui pouvait présenter de réelles difficultés et laissait une grosse part à l'arbitraire.

Dans le système de la section centrale, au contraire, aucune difficulté, aucun arbitraire.

Pour les affaires actuellement introduites, mais dont les débats n'ont pas commencé, les parties devront se prononcer à l'appel de ces affaires, lors d'un règlement général du rôle qui pourra être fixé spécialement pour cet objet : toutes les affaires dans lesquelles l'une des parties demandera le renvoi devant trois juges seront maintenues devant la chambre devant laquelle elles ont été introduites; toutes les autres seront déférées au juge unique désigné dans cette chambre.

Pour les affaires nouvelles, elles seront toutes déférées également au juge unique, à moins que le demandeur dans l'exploit d'ajournement ou le défendeur, lors de sa première comparution, ou dans la constitution d'avoué, ne demandent que la cause soit renvoyée devant trois juges.

Il n'y aura donc ni contrainte ni surprise.

*
* *

Que vaudra ce système?

Sans doute il peut soulever des critiques.

L'une d'elles consiste à dire que peut-être personne n'ira au juge unique et qu'alors la réforme manquera son but.

Ce pessimisme n'est pas de mise : on ira au juge unique surtout pour la raison que beaucoup de plaideurs attendent depuis longtemps la fin de leurs procès et que la nouvelle juridiction offrira nécessairement plus de gages de célérité.

Le juge unique pour les affaires correctionnelles aura vite fait en tout cas de désencombrer les rôles, puisque l'on pourra, s'il le faut tripler et même quadrupler le nombre des chambres.

Mais la Section centrale a voulu parer à toute éventualité et prévoir le cas où le nouveau système ne donnerait pas, au point de vue du déblaiement des affaires, les résultats qu'on en attend. Elle propose de faire un appel plus sérieux à la collaboration des juges suppléants et au besoin d'en nommer de nouveaux.

Sans doute, dans bien des tribunaux déjà, les juges suppléants sont appelés à siéger, mais il est bien difficile d'exiger d'eux un concours actif et régulier par là même qu'on leur demande un travail gratuit.

La Section centrale propose que, dans les tribunaux où la mesure paraît utile, on fasse entrer les suppléants dans la composition des chambres au même titre que les juges effectifs; elle voudrait même qu'on fasse aussi appel à leur concours pour les nouvelles fonctions de juge unique, mais elle demande en même temps qu'on décide de leur accorder une juste rétribution.

Il y aurait lieu de leur accorder le traitement fixé par l'article 228 de la loi sur l'organisation judiciaire, à savoir la moitié du traitement du titulaire.

Cette disposition est de toute équité; elle n'est, du reste, en quelque sorte que le prolongement et l'extension d'une mesure que le Gouvernement a lui-même proposée pour les juges-suppléants qui, pendant la guerre, ont remplacé les magistrats absents.

L'organisation du personnel judiciaire étant ainsi modifiée et complétée : juge unique dans les tribunaux correctionnels, liberté d'y recourir dans les affaires civiles et commerciales, collaboration plus effective des suppléants et, au besoin, nomination de nouveaux suppléants pour constituer autant de chambres que le service paraît l'exiger, il semble que la loi atteindra bien vite le but qu'elle a en vue.

Le projet du Gouvernement exigeait la présence du ministère public dans toutes les causes soumises au juge unique. Il pourrait résulter de cette exigence des difficultés pratiques.

La Section centrale a pensé que dans le système de liberté qu'elle propose la présence du ministère public n'était pas indispensable,

Au surplus, ce qui doit caractériser la mission du juge unique, c'est la conscience qu'il doit avoir de sa pleine et entière responsabilité. Il ne doit pas être tenté d'abriter ses décisions derrière l'avis d'un autre magistrat sans responsabilité; il doit peser lui-même et tout seul les conséquences de ses décisions. Ce n'est qu'à cette condition que l'institution du juge unique se conçoit et peut conquérir l'autorité.

De ce système le parquet des tribunaux va se trouver fort dégagé.

La constitution de chambres de juge unique dans les tribunaux de commerce exigera l'augmentation du nombre des référendaires : il va de soi, en effet, que chaque chambre de juge unique doit avoir son référendaire.

En ce qui concerne la seconde grande réforme proposée, savoir les modifications à apporter à la composition des cours d'appel, la Section centrale a adopté le projet du Gouvernement.

La réduction de cinq à trois du nombre des conseillers ne provoque pas les mêmes scrupules que la réduction au juge unique. La mesure ne paraît pas aussi radicale.

Cependant elle n'est pas sans provoquer des regrets. Qu'y a-t-il de plus imposant que les décisions de nos Cours? De quel prestige ne sont-elles pas entourées? Ce nombre de cinq magistrats n'a-t-il pas quelque chose de

solennel et ne semble-t-il pas donner plus de poids à l'autorité des arrêts. Il tient d'une tradition à laquelle on voudrait ne pas toucher, tant elle inspire de respect et de confiance.

Mais il faut bien en sortir !

L'accumulation des affaires exige des mesures d'exception : elles n'auront qu'un caractère temporaire et l'avenir dira ce qu'il faut penser de la réforme proposée.

La Section centrale admet aussi le changement proposé à la composition des audiences solennelles pour connaître des affaires renvoyées après cassation.

Mais elle n'a pas voulu suivre le Gouvernement ni dans la proposition de supprimer le rapport prescrit par l'article 209 du Code d'instruction criminelle ni dans celle qui oblige les parties à remettre aux magistrats du siège et au ministère public les copies indiquées au numéro XIII du projet.

La première proposition enlève à la défense une garantie qui doit lui rester. La section voudrait en ajouter une autre; elle se contente de la recommander : c'est la réaudition des témoins devant la Cour. Ce vœu ne paraît pas rentrer dans l'objet de la présente loi puisque sa réalisation ne peut avoir pour effet que d'augmenter l'encombrement, mais il s'agit pourtant de donner à la justice toutes les garanties dont elle a besoin.

La seconde proposition ne peut avoir pour effet que d'augmenter, parfois dans des proportions considérables, les frais de justice. Puis n'est-il pas à craindre que devant des dossiers incomplets des juges n'écourent plus les débats qu'avec moins d'intérêt et peut-être sous l'empire d'idées préconçues. Il ne faut pas, sous prétexte d'abrégier les débats, exposer plus facilement la justice à se tromper.

*
* *

L'article 2 de la loi du 4 septembre 1891 exige qu'il y ait unanimité du siège pour réformer les décisions de première instance favorables au prévenu.

Cette disposition a été introduite lorsque la loi a réduit de cinq à trois le nombre des conseillers siégeant en matière correctionnelle, et elle se justifiait par cette considération que le jugement de première instance rendu peut-être par l'unanimité de trois juges, ne pouvait guère être réformé par un arrêt rendu seulement par deux magistrats d'appel.

La même raison n'existe plus sous le régime du juge unique et c'est pour cela que la Section centrale propose de décider que les décisions de première instance rendues par le juge unique pourront être réformées, dans tous les sens, par la seule majorité des conseillers d'appel.

Enfin la Section centrale fait remarquer que l'encombrement existe non seulement dans les cours et dans beaucoup de tribunaux, mais aussi dans certaines justices de paix.

Dans certains prétoires du Hainaut, par exemple, le juge ne peut suffire à sa tâche et il est juste de venir aussi à son secours.

C'est pour cela que la Section centrale propose une disposition moyennant laquelle, dans des cas exceptionnels et moyennant des garanties tout à fait sérieuses, les suppléants pourront être appelés à se charger, temporairement mais d'une façon régulière, d'une partie du service. En ce cas, ils seront rétribués à l'égal des juges suppléants des tribunaux de première instance, c'est-à-dire qu'ils toucheront la moitié du traitement initial attaché à leur justice de paix.

L'ensemble des mesures proposées ne manquera pas, semble-t-il, de ramener sans retard l'exercice régulier de la Justice.

Elles n'apportent aucune modification essentielle à notre régime judiciaire et elles peuvent, sans causer dommage, servir à la fois d'expédients et d'expérience.

Elles n'auront du reste qu'une durée fort courte et, après deux années, elles tomberont de droit, laissant au législateur d'alors le soin de les apprécier et de décider si elles doivent entrer définitivement dans la législation.

Quant à la date de la mise en vigueur de la présente loi, la section centrale propose de fixer une date la plus rapprochée possible du vote du Parlement, de façon qu'elle puisse en tout cas se trouver en plein exercice dès le commencement de la prochaine année judiciaire.

Le Rapporteur,

JULES PONCELET.

Le Président,

A. MECHELYNCK.



PROJET DE LOI

ET

Texte proposé par la Section centrale

Projet de loi.

ARTICLE UNIQUE.

Les dispositions suivantes seront applicables à partir du 1^{er} juillet 1919 jusqu'au 1^{er} août 1923 :

§ 1^{er}. — Organisation judiciaire.

I. Le taux du dernier ressort est porté à 5,000 francs pour les jugements des tribunaux de première instance et des tribunaux de commerce et pour les ordonnances de référé.

II. Les tribunaux de première instance et les tribunaux de commerce comprennent une ou plusieurs chambres composées de trois juges et une ou plusieurs chambres ne comportant qu'un juge unique. Le nombre de ces diverses chambres est réglé par arrêté royal.

III. Le Roi désigne, parmi les président, vice-président et juges de chaque tribunal, des juges uniques titulaires et suppléants, à raison d'un titulaire et d'un suppléant par chambre de juge unique.

Les magistrats désignés conservent séance aux autres chambres du tribunal.

Wetsontwerp.

EENIG ARTIKEL.

De volgende bepalingen zijn van 1 Juli 1919 tot 1 Augustus 1923 van toepassing :

§ 1. — Rechterlijke inrichting.

I. Het waardebedrag voor den laatsten aanleg is gebracht op 5,000 frank voor de vonnissen der rechtbanken van eersten aanleg en der rechtbanken van koophandel en voor de uitspraken op kortgeding.

II. De rechtbanken van eersten aanleg en de rechtbanken van koophandel bevatten één of meer kamers, bestaande uit drie rechters, en één of meer kamers bestaande uit een alleensprekend rechter. Het aantal dezer verschillende kamers wordt bij koninklijk besluit bepaald.

III. Uit den voorzitter, de ondervoorzitters en de rechters van elke rechtbank, wijst de Koning titelvoerende en plaatsvervangende alleensprekende rechters aan, naar rato van één titularis en één plaatsvervanger per kamer met een alleensprekend rechter.

De aangewezen magistraten blijven zetelen in de andere kamers der rechtbank.

Texte proposé par la section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

ARTICLE UNIQUE.

EENIG ARTIKEL.

Les dispositions suivantes seront applicables à partir du 15 juillet 1919, jusqu'au 1^{er} août 1921 :

De volgende bepalingen zijn van 15 Juli 1919 tot 1 Augustus 1921 van toepassing :

I. Les Tribunaux de 1^{re} instance et les Tribunaux de commerce comprennent une ou plusieurs chambres composées de trois juges et une ou plusieurs chambres ne comportant qu'un juge unique.

I. De Rechtbanken van eersten aanleg en de Rechtbanken van koop-handel bevatten één of meer kamers, bestaande uit drie rechters, en één of meer kamers met slechts een alleensprekend rechter.

Le nombre de ces diverses chambres est réglé par le tribunal, conformément aux nécessités du service, soit d'office, soit sur injonction de la Cour d'appel.

Het aantal dezer verschillende kamers wordt, naar de vereischten van den dienst, door de rechtbank bepaald, hetzij van rechtswege, hetzij op bevel van het Hof van Beroep.

II. Chaque chambre de juge unique comprendra un juge titulaire et un suppléant, à désigner par le Président du tribunal, parmi les président, vice-présidents, juges et juges suppléants de chaque tribunal, conformément à l'article 194 de la loi sur l'organisation judiciaire.

II. Elke kamer met een alleensprekend rechter bestaat uit een titelvoerende rechter en een plaatsvervanger, door den Voorzitter der rechtbank overeenkomstig artikel 194 der wet op de rechterlijke inrichting aan te wijzen onder den voorzitter, de ondervoorzitters, de rechters en plaatsvervangende rechters van elke rechtbank.

Les magistrats désignés conservent séance aux autres chambres.

De aangewezen magistraten blijven zetelen in de andere kamers der rechtbank.

Les juges suppléants qui seront appelés, soit en vertu de l'article 30 de la loi sur l'organisation judiciaire, soit en vertu de la présente loi, à exercer de façon permanente les fonctions de juges, seront rétribués comme il est dit à l'article 228 de la

De plaatsvervangende rechters, die opgeroepen worden, hetzij krachtens artikel 30 der wet op de rechterlijke inrichting, hetzij krachtens deze wet, om het ambt van rechter bestendig te vervullen, worden bezoldigd zooals is bepaald bij arti-

Projet de loi.

IV. Sur le vu de l'acte introductif d'instance qui lui est présenté, en original ou en copie signifiée, par la partie la plus diligente, le président du tribunal de première instance distribue les affaires civiles entre les chambres. Celles qui lui paraissent, d'après les termes de cet acte, sujettes à appel, sont distribuées à une chambre ne comportant qu'un juge unique. Les affaires sont ensuite introduites à la chambre ainsi désignée par le président.

Les affaires correctionnelles et les appels des décisions des tribunaux de police sont déférés à une chambre ne comportant qu'un juge unique.

Les assignations devant le tribunal de commerce sont données, pour les diverses chambres, suivant le règlement arrêté par le tribunal, de façon que les affaires qui paraissent, d'après les termes de l'acte introductif de l'instance, sujettes à appel soient déférées à une chambre ne comportant qu'un juge unique.

En aucun cas, soit devant le tribunal de première instance, soit devant le tribunal de commerce, la répartition des affaires entre les chambres ordinaires et les chambres ne comportant qu'un juge unique ne peut donner lieu à déclinatoire.

Wetsontwerp.

IV. Op vertoon van de oorspronkelijke akte tot inleiding van het rechtsgeding, of van een beteekend afschrift daarvan, hem door de meest gerede partij voorgelegd, verdeelt de voorzitter der rechtbank van eersten aanleg de burgerlijke zaken tusschen de kamers. De zaken welke hem, op grond van deze akte, voor beroep vatbaar lijken, worden toegewezen aan eene kamer uit een alleensprekend rechter bestaande. De zaken worden vervolgens in de aldus aangeduide kamer door den voorzitter ingeleid.

Van de boetstraffelijke zaken en van het hooger beroep tegen uitspraken der politierechtbanken neemt eene kamer, uit een alleensprekend rechter bestaande, kennis.

Dagvaarding voor de rechtbank van koophandel geschiedt, voor de verschillende kamers, volgens het door de rechtbank vastgesteld reglement, derwijze dat de zaken, die volgens de termen van de akte tot inleiding van het rechtsgeding vatbaar lijken voor beroep, vóór eene uit een alleensprekend rechter bestaande kamer worden gebracht.

In geen geval mag hetzij vóór de rechtbank van eersten aanleg, hetzij vóór de rechtbank van koophandel, de verdeeling der zaken tusschen de gewone kamers en de kamers, die uit een alleensprekend rechter bestaan, tot eene verklaring van onbevoegdheid aanleiding geven.

Texte proposé par la Section centrale.

loi précitée sur l'organisation judiciaire.

Le Roi pourra, là où la mesure paraîtra utile, nommer de nouveaux juges suppléants de complément, en nombre suffisant pour constituer autant de chambres que le service l'exige.

(Voir le n° IV ci-après.)

III. Les assignations devant les tribunaux de première instance et de commerce sont données, pour les diverses chambres, suivant le règlement arrêté par le tribunal.

Toutes les affaires sont déférées aux chambres de juge unique, à moins que le demandeur, dans l'exploit introductif d'instance, le défendeur ou l'appelé en garantie, dans la constitution d'avoué ou lors de la première comparution, n'en demande l'introduction ou le renvoi devant une chambre composée de trois juges.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

ket 228 van gemelde wet op de rechterlijke inrichting.

De Koning kan, waar zulks nuttig voorkomt, nieuwe bijgevoegde plaatsvervangende rechters benoemen in voldoende getale om zooveel kamers tot stand te brengen als het voor den dienst noodig is.

(Zie n° IV hieronder.)

III. Dagvaarding voor de rechtbanken van eersten aanleg en van koophandel geschiedt, voor de verschillende kamers, volgens het door de rechtbank vastgesteld reglement.

Al de zaken worden voor de kamers met een alleensprekend rechter gebracht, tenzij de eischer, in het exploit van rechtsingang, de verweerder of de in vrijwaring opgeroepene, bij de aanstelling van pleitbezorger of bij de eerste verschijning, vragen dat zij worden gebracht voor of verwezen naar eene kamer bestaande uit drie rechters.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

V. Dans les tribunaux de première instance, le juge unique ne statue qu'après avoir entendu l'avis du ministère public. Les chambres ordinaires siègent, en matière civile, au nombre fixe de trois juges, sans l'assistance du ministère public, à moins que celui-ci ne soit partie principale ou intervenante dans l'instance.

VI. Le nombre des chambres des cours d'appel est déterminé par arrêté royal.

VII. Les cours d'appel jugent au nombre fixe de trois conseillers, y compris le président. L'assistance du ministère public est requise, sauf les exceptions prévues dans les lois en vigueur.

V. In de rechtbanken van eersten aanleg doet de alleensprekende rechter slechts uitspraak nadat hij het advies heeft gehoord van het Openbaar Ministerie. In burgerlijke zaken zetelen de gewone kamers ten vasten getale van drie rechters, buiten de tegenwoordigheid van het Openbaar Ministerie, tenzij dit Openbaar Ministerie als hoofdpartij of als tusschenkomende partij in het geding betrokken was.

VI. Het aantal kamers in de hoven van beroep wordt bij koninklijk besluit bepaald.

VII. De hoven van beroep vonnissen ten vasten getale van drie raadsheeren met inbegrip van den voorzitter. De tegenwoordigheid van het Openbaar Ministerie wordt vereischt, behoudens de uitzonderingen bij de van kracht zijnde wetten voorzien.

Texte proposé par la Section centrale.

En cas d'opposition à un jugement par défaut, la demande de renvoi devant une chambre de trois juges doit être formulée dans l'exploit d'opposition.

Les demandes de renvoi devant trois juges ne peuvent être contestées.

IV. Les affaires correctionnelles et les appels des décisions des tribunaux de police sont déferés à des chambres de juge unique.

Toutefois, les affaires correctionnalisées et celles relatives aux infractions prévues par le titre VII du Code pénal, modifié par la loi du 15 mai 1912, sur la protection de l'enfance, sont toujours déférées à des chambres de trois juges.

V. Dans les tribunaux de première instance, les chambres siègent, en matière civile, sans l'assistance du Ministère public, à moins que celui-ci ne soit partie principale ou intervenante dans l'instance.

VI. Le nombre des chambres des cours d'appel est déterminé par arrêté royal.

VII. Les cours d'appel jugent au nombre fixe de trois conseillers, y compris le président. L'assistance du Ministère public est requise, sauf les exceptions prévues dans les lois en vigueur.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld

Is er verzet tegen een verstekvonnis, dan moet de vraag tot verwijzing naar eene kamer met drie rechters worden gedaan in het exploit van verzet.

De vragen tot verwijzing naar drie rechters kunnen niet betwist worden.

IV. Van de boetstraffelijke zaken en van het hooger beroep tegen uitspraken der politierechtbanken neemt eene kamer, uit een alleen sprekend rechter bestaande, kennis.

Echter worden de zaken, naar de boetstraffelijke rechtbank verwezen, alsmede die betreffende de misdrijven voorzien door titel VII van het Strafwetboek, gewijzigd door de wet van 15 Mei 1912 op de kinderbescherming, steeds gebracht voor kamers met drie rechters.

V. In de rechtbanken van eersten aanleg zetelen de kamers, in burgerlijke zaken, zonder dat het Openbaar Ministerie aanwezig zij, tenzij dit Openbaar Ministerie als hoofdpartij of als tusschenkomende partij in het geding betrokken is.

VI. Het aantal kamers in de hoven van beroep wordt bij koninklijk besluit bepaald.

VII. De hoven van beroep vonnissen ten vasten getale van drie raadsheeren met inbegrip van den voorzitter. De tegenwoordigheid van het Openbaar Ministerie wordt vereischt, behoudens de uitzonde-

Projet de loi.

Wetsontwerp.

VIII. Les audiences solennelles pour connaître des affaires renvoyées après cassation se composent de deux chambres réunies, désignées et présidées par le premier président.

Elles ne peuvent juger qu'au nombre fixe de sept conseillers, y compris le président.

IX. Il y a dans les cours d'appel une ou plusieurs chambres des vacations; dans les tribunaux de première instance, il y en a au moins deux, une chambre de trois juges et une chambre d'un juge unique.

Ces chambres de vacations sont chargées de l'expédition des affaires civiles qui requièrent célérité et du service des chambres correctionnelles, des chambres du conseil et des mises en accusation.

X. Le juge unique jouit d'un supplément de traitement de 2,000 fr. dans les tribunaux de première instance de 1^{re} classe, de 1,500 fr. dans les tribunaux de 2^e classe et de 1,000 francs dans les tribunaux de 3^e classe.

VIII. De plechtige terechtzittingen ter kennisneming van na cassatie aanhangig gemaakte zaken, bestaan uit twee vereenigde kamers, door den eersten voorzitter aan te wijzen en voor te zitten.

Zij kunnen niet rechtspreken dan ten vasten getale van zeven raadsheeren met inbegrip van den voorzitter.

IX. In de hoven van beroep bestaan een of meer vacatiekamers; in de rechtbanken van eersten aanleg zijn er minstens twee, eene kamer met drie rechters en eene kamer met eene alleensprekend rechter.

Deze vacatiekamers zijn belast met de afwikkeling der burgerlijke zaken die spoed eischen en met den dienst der boetstraffelijke kamers, der raadkamers en der kamers van inbeschuldigingstelling.

X. Aan den alleensprekenden rechter wordt als weddebijslag in de rechtbanken van eersten aanleg van 1^{ste} klasse, 2,000 frank, in de rechtbanken van 2^{de} klasse 1,500 frank en in de rechtbanken van 3^{de} klasse 1,000 frank toegekend.

Texte proposé par la Section centrale.

En matière correctionnelle, l'unanimité requise par l'article 2 de la loi du 4 septembre 1891 pour la réformation d'un jugement d'acquiescement d'une ordonnance de non-lieu ou de mise en liberté, comme pour l'aggravation des peines, n'est pas exigée lorsque la décision de 1^{re} instance a été rendue par le juge unique.

VIII. Les audiences solennelles pour connaître des affaires renvoyées après cassation se composent de deux chambres réunies désignées et présidées par le premier président.

Elles ne peuvent juger qu'au nombre fixe de sept conseillers, y compris le président.

IX. Il y a, dans les cours d'appel, une ou plusieurs chambres des vacations; dans les tribunaux de première instance, une chambre de trois juges et une chambre de juge unique.

Ces chambres des vacations sont chargées de l'expédition des affaires civiles qui requièrent célérité et du service des chambres correctionnelles, des chambres du conseil et des mises en accusation.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

ringen bij de van kracht zijnde wetten voorzien.

In boetstraffelijke zaken wordt de eenparigheid, bij artikel 2 der wet van 4 September 1891 vereischt tot verandering van een vonnis van vrijspraak, van eene beschikking van buitenvervolginstelling of van invrijheidstelling, evenals tot verzwaring der straffen, niet gevorderd wanneer de beslissing in eersten aanleg door den alleensprekenden rechter werd gegeven.

VIII. De plechtige terechtzittingen ter kennisneming van na cassatie aanhangig gemaakte zaken bestaan uit twee vereenigde kamers, door den eersten voorzitter aan te wijzen en voor te zitten.

Zij kunnen niet rechtspreken dan ten vasten getale van zeven raadsheeren met inbegrip van den voorzitter.

IX. In de hoven van beroep bestaan een of meer vacatiekamers; in de rechtbanken van eersten aanleg, eene kamer met drie rechters en eene kamer met een alleensprekend rechter.

Deze vacatiekamers zijn belast met de afdoening der burgerlijke zaken, die spoed eischen, en met den dienst der boetstraffelijke kamers, der raadkamers en der kamers van inbeschuldigingstelling.

Projet de loi.

—

Dans les cours d'appel, les conseillers appelés à présider les chambres à défaut de président titulaire jouissent du traitement affecté aux fonctions de président.

Wetsontwerp

—

In de hoven van beroep ontvangen de raadsheeren, die het voorzitterschap der kamers bij ontstentenis van den titelvoerenden voorzitter hebben waar te nemen, de bezoldiging die aan het ambt van voorzitter is verbonden.

Texte proposé par la Section centrale.

X. Dans les Cours d'appel, les conseillers appelés à présider les chambres, à défaut de président titulaire, jouissent du traitement affecté aux fonctions de président.

XI. Dans les justices de paix de 1^{re} et de 2^e classes, les juges suppléants pourront, si les besoins du service l'exigent, être chargés, par une délibération du Tribunal de 1^{re} instance du ressort, de remplir durant une période à déterminer et de façon permanente une partie du service.

En ce cas, ils toucheront, pendant la durée de cette délégation, une rémunération égale à la moitié du traitement initial affecté aux fonctions du titulaire dans la classe dont fait partie leur justice de paix.

XII. Dans les causes civiles et commerciales soumises au juge unique, en cas de procédure sur rapport ou prévoyant la désignation d'un juge commissaire, le rapport est supprimé et les attributions du juge commissaire passent de plein droit au juge unique.

XIII. Les attributions de la chambre du Conseil du tribunal de première instance, en matière répressive, sont dévolues à une chambre d'un juge unique. Il est statué sur

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

X. In de hoven van beroep ontvangen de raadsheeren, die het voorzitterschap der kamers bij ontstentenis van den titelvoerenden voorzitter hebben waar te nemen, de bezoldiging die aan het ambt van voorzitter is verbonden.

XI. Bij de vredegerechten van 1^{ste} en 2^{de} klasse kunnen de plaatsvervangende rechters, indien de dienst zulks vereischt, door eene beraadslaging der Rechtbank van eersten aanleg van het gebied worden gelast, gedurende eene te bepalen tijdruimte en zonder onderbreking een deel van den dienst waar te nemen.

In dit geval ontrangen zij, zoolang de opdracht duurt, eene bezoldiging van g'lijk bedrag als de helft van de aanvangswedde, die is toegekend aan het ambt van den titelvoerende in de klasse, waartoe hun vredege-recht behoort.

XII. In de aan den alleensprekenden rechter onderworpen burgerlijke en handelszaken, wanneer de rechtspleging bij verslag geschiedt of de aanwijzing van een rechter-commissaris voorziet, wordt het verslag weggelaten en gaan de bevoegdheden van den rechter-commissaris van rechtswege op den alleensprekenden rechter over.

XIII. De bevoegdheden van de raadkamer der rechtbank van eersten aanleg in strafzaken worden opgedragen aan eene kamer met een alleensprekend rechter. Er wordt

Projet de loi.

Wetsontwerp.

§ 2. — Procédure.

XI. Dans les causes civiles et commerciales soumises au juge unique, en cas de procédure sur rapport ou prévoyant la désignation d'un juge commissaire, le rapport est supprimé et les attributions du juge commissaire passent de plein droit au juge unique.

XII. Les attributions de la chambre du conseil du tribunal de première instance en matière répressive sont dévolues à une chambre d'un juge unique. Celui-ci statue sur le rapport du juge d'instruction, lequel n'a pas voix délibérative.

XIII. Devant la cour d'appel, les parties sont obligées de remettre à

§ 2. — Rechtspleging.

XI. In de aan den alleensprekenden rechter onderworpen burgerlijke en handelszaken, wanneer de rechtspleging bij verslag geschiedt of de aanwijzing van een rechter-commissaris voorziet, wordt het verslag weggelaten en gaat de bevoegdheid van den rechter-commissaris van rechtswege op den alleensprekenden rechter over.

XII. De bevoegdheid van de raadkamer der rechtbank van eersten aanleg in strafrechterlijke zaken is toegekend aan eene kamer met een alleensprekend rechter. Deze doet uitspraak op het verslag van den onderzoeksrechter, die geen deel neemt aan de beraadslaging.

XIII. Voor het hof van beroep zijn partijen verplicht aan al de

Texte proposé par la Section centrale.

le rapport du juge d'instruction, le procureur du Roi et l'inculpé entendus. Le juge de la chambre appelée à statuer, fait indiquer, vingt-quatre heures au moins d'avance sur un registre spécial tenu au greffe, les lieu, jour et heure de la comparution. Le greffier en donnera avis par lettre recommandée au prévenu et à son conseil, s'il en a été désigné un dans la procédure.

Lorsque l'instruction est terminée, ce dossier est déposé au greffe au moins 24 heures avant la délibération de la Chambre chargée de statuer; le prévenu et son conseil ont le droit d'en prendre connaissance.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

uitspraak gedaan op het verslag van den onderzoeksrechter, nadat de Procureur des Konings en de verdachte zijn gehoord. De rechter der kamer, belast met de uitspraak, doet, ten minste vier en twintig uren vooraf, plaats, dag en uur voor de verschijning vermelden in een bijzonder, ter griffie gehouden register. De griffier geeft daarvan kennis, bij aangetrekenden brief, aan den betichte en aan zijn raadsman, indien er een in den loop van het geding werd aangewezen.

Wanneer het onderzoek is afgelopen, worden de stukken ter griffie neergelegd ten minste 24 uren vóór de beraadslaging van de kamer, met de uitspraak belast; de betichte en zijn raadsman zijn gerechtigd om daarvan inzage te nemen.

Projet de loi.

tous les magistrats du siège et au ministère public, trois jours au moins avant l'audience des plaidoires, en texte imprimé ou dactylographié, le jugement de première instance, les conclusions d'appel, les rapports d'expertise et d'enquête, ainsi que, le cas échéant, le contrat servant de base au débat.

XIV. Le rapport prescrit par l'article 209 du Code d'instruction criminelle est supprimé.

Dispositions transitoires.

I. Au moment de la mise en application de la présente loi, les présidents des tribunaux de première instance et des tribunaux de commerce procéderont à une nouvelle distribution des affaires entre les diverses chambres, conformément aux prescriptions de l'article IV.

Wetsontwerp.

magistraten van den zetel en aan het Openbaar Ministerie, ten minste drie dagen vóór de zitting waarop gepleit zal worden, een gedrukten of gedactylografceerden tekst te overhandigen van het vonnis van eersten aanleg, van de eischen van partijen in hooger beroep, de verslagen der deskundigen en van het getuigenverhoor, alsook, desnoods, van het contract waarop het geschil is gesteund.

XIV. Het verslag, voorgeschreven bij artikel 209 van het Wetboek van Strafvordering, is afgeschaft.

Overgangsbepalingen.

I. Op het oogenblik dat deze wet van toepassing wordt, zullen de voorzitters der rechtbanken van eersten aanleg en der rechtbanken van koophandel overgaan tot eene nieuwe verdeeling der zaken tusschen de verschillende kamers overeenkomstig de voorschriften van artikel IV.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

XIV. -- *Par dérogation à l'article 43 de la loi du 25 mars 1876, les parties ne peuvent se soustraire par des conventions particulières aux règles établies par les articles 39 et 42 de la dite loi; toutefois le déclinatoire d'incompétence doit être opposé dans les premières conclusions et le juge ne peut le soulever d'office.*

L'Etat est toujours assigné devant le tribunal du lieu dans lequel l'obligation qui sert de base au litige est née ou dans lequel elle doit être ou a été exécutée.

Disposition transitoire.

XV. Au moment de la mise en application de la présente loi, les tribunaux de première instance et de commerce procéderont à une nouvelle distribution des affaires dont les débats n'auront pas commencé, entre les diverses chambres, conformément aux prescriptions des numéros III et IV.

XVI. — *Met afwijking van artikel 43 der wet van 25 Maart 1876 kunnen partijen zich door bijzondere overeenkomsten niet onttrekken aan de regelen bepaald bij de artikelen 39 en 42 van gezegde wet; het afwijzingsmiddel wegens onbevoegdheid moet echter in de eerste besluitschriften tegengesteld worden en de rechter kan het niet van ambtswege opwerpen.*

De Staat wordt altijd gedagvaard voor de rechtbank der plaats, waar de verbintenis, die aan het geschil ten grondslag dient, is ontstaan ofwel waar zij moet worden uitgevoerd of werd uitgevoerd.

Overgangsbepaling.

XV. Op het oogenblik dat deze wet van toepassing wordt, zullen de voorzitters der rechtbanken van eersten aanleg en der rechtbanken van koophandel overgaan tot eene nieuwe verdeeling der zaken, met de verhandelingen waarvan nog niet werd begonnen, onder de verschillende kamers, overeenkomstig de voorschriften van de nummers III en IV.

Projet de loi.

II. Dans toutes les instances dans lesquelles il n'est intervenu aucun jugement interlocutoire ni définitif, le droit d'interjeter appel sera réglé d'après les dispositions de la présente loi.

Toutefois, lorsque, dans une affaire civile ou commerciale dans laquelle il n'est intervenu aucun jugement interlocutoire ni définitif, l'évaluation prévue à l'article 33 de la loi du 25 mars 1876 est supérieure à 2,500 francs sans l'être à 5,000 francs, chacune des parties est recevable à en faire une nouvelle, dans le premier acte de procédure qui suivra la mise en vigueur de la loi, et cette évaluation nouvelle aura tous les effets de celle prévue au dit article 33.

Wetsontwerp.

II. In al de rechtsgedingen, waarin geen tusschen- of eindvonnis werd uitgesproken, zal het recht om in hooger beroep te gaan geregeld worden volgens de voorschriften van deze wet.

Nochtans, indien in eene burgerlijke of handelszaak, waarin geen tusschen- of eindvonnis is uitgesproken, de begroting, voorzien bij artikel 33 van de wet van 25 Maart 1876, hooger is dan 2,500 frank en lager dan 5,000 frank, dan kan iedere partij eene nieuwe begroting laten doen bij de eerste handeling van rechtspleging, die zal volgen op het in werking treden der wet, en die nieuwe begroting zal dezelfde kracht hebben als die, bij genoemd artikel 33 voorzien.

Texte proposé par la Section centrale.

Les affaires seront déferées aux chambres de juge unique, à moins que l'une ou l'autre des parties ne demande, dans un délai de quinze jours après le premier appel de la cause, son maintien devant une chambre de trois juges.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

De zaken worden voor de kamers met een alleensprekend rechter gebracht, tenzij een van de partijen binnen een tijdruimte van vijftien dagen na de eerste oproeping der zaak vraagt dat zij voor eene kamer met drie rechters aanhangig blijven.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 JULI 1919.

Wetsontwerp

tot tijdelijke wijziging van de rechterlijke inrichting en van de rechtspleging voor de Hoven en Rechtbanken ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER PONCELET.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp heeft ten doel, te gelijk met de regelmatige rechtsbe-deeling, de opruiming van een aanzienlijken achterstand bij de rechtbanken te verzekeren.

Om dit doel te bereiken doet de Regeering het voorstel, voor een termijn van vier jaar, de samenstelling onzer hoven en rechtbanken te wijzigen en ook eenige wijzigingen te brengen in de door onze wetten ingerichte rechtspleging.

Vooreerst geldt het te weten, of het wezenlijk noodig is, tot uitzonderlijke maatregelen zijn toevlucht te nemen.

Hieromtrent schijnt iedereen het eens.

Uit de statistieken blijkt althans dat er een belangrijke achterstand is, bijna overal, doch bijzonderlijk bij de rechtbanken van 1^e klasse, en vooral te Brussel.

Voor de strafzaken is de overlading inzonderheid onrustbarend geworden.

Men moet echter niets overdrijven.

Zooals de Procureur-Generaal Terlinden het in 1913 bewees, zou geen zeer groote krachtsinspanning noodig zijn om onze rechterlijke inrichtingen op dreef te helpen en eerlang den achterstand op te ruimen.

Voorzeker is de toestand veel erger geworden wegens de ontreddering

(1) Wetsontwerp, n^o 169.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Mechelynck, bestond uit de heeren Verachtert, Poncelet, Servais, Claes, Buysse en Tibbaut.

door den oorlog en de volledige schorsing, gedurende meer dan acht maanden, der rechtsbedeeling in België; doch de Middenafdeeling is van gevoelen dat, om de aanhangige zaken uit te wijzen, het niet noodig is tijdelijke maatregelen te nemen voor den duur van vier jaar.

Zij meent dat het, om de zaken in haar regelmatige plooi te brengen, zal volstaan, gedurende ten hoogste twee jaar de door haar voorgestelde middelen aan te wenden.

Een tweede punt : Is het alleen in wijziging in het personeel en in de rechtspleging dat de middelen te vinden zijn om tot de opruiming te geraken?

Wij zegden het hooger : vooral bij de rechtbanken van eerste klasse, doch inzonderheid bij het Hof en de rechtbanken van Brussel klaagt men over de opstapeling der zaken. Zooals zij door onze bestaande wetgeving is ingericht, levert de verdeeling der zaken onder de hoven en rechtbanken dit bezwaar op, dat zij aanleiding geeft tot overdreven toevloed der gedingen bij dezelfde rechtbanken.

Zou men dit bezwaar niet kunnen verhelpen door de regelen in zake plaatselijke bevoegdheid te wijzigen?

Waarom verzekert men aan de rechtsplichtigen niet beter hunne natuurlijke rechters en verwijst men niet naar de rechtbanken buiten onze groote steden de overmatige lasten waarover de rechtbanken dier steden met reden klagen?

Met dit doel stelt de Middenafdeeling voor, dat het niet meer toegelaten zij, gedurende het tijdvak van toepassing der ontworpen wet, door bijzondere overeenkomsten af te wijken van de voorschriften der wet, krachtens welke de bevoegde rechter degene zij van de woonplaats van den verweerder ofwel de rechter van de plaats waar de verbintenis is ontstaan of waar zij moet uitgevoerd worden of uitgevoerd werd.

Zonder te gewagen van de onbetwistbare verbetering die door zulke bepaling in onze rechterlijke rekening zou ingevoerd worden, is het zeker dat zij, op het punt dat ons bezighoudt, een klaarblijkelijk middel zou zijn om sommige rechtbanken van haren overlast te verlossen.

Wat al rechtsvorderingen, die thans bij de rechtbanken te Brussel en Antwerpen aanhangig zijn krachtens eene afwijking, meestal aan eene der partijen opgedrongen, zouden, naar alle billijkheid, voor minder overladen rechtbanken gebracht moeten worden!

Nu is het de bepaling van eene verzekeringsovereenkomst; dan weer eene eenvoudige vermelding op een factuur gedrukt; verder eene keuze van woonplaats, zonder gegronde reden opgelegd, die toelaten, ver van de plaats wonende rechtsplichtigen, wien men aldus overdreven kosten en reizen oplegt, te dagen voor eene rechtbank, welke de hunne niet is?

Dient aan zulk misbruik geen einde te worden gesteld?

Waarom laat men aan de Brusselsche rechtbanken den zwaren last over, kennis te nemen van al de rechtsvorderingen tegen den Staat ingesteld, en beslist men niet dat « de Staat voortaan altijd zal moeten gedaagd worden » voor de rechtbank der plaats; waar de overeenkomst, die aan het geschil » ten grondslag dient, moet uitgeveerd worden »?

't Is met deze zelfde woorden dat Procureur-Generaal Terlinden, in zijn bovengemeld werk van 1915 voorstelde, artikel 40 der wet van 1876 te wijzigen.

De Middenafdeeling stelt voor, het ons voorgelegd ontwerp aan te vullen en er eene bepaling aan toe te voegen, waarbij de regelen der bevoegdheid in dien zin gewijzigd worden.

* * *

Het lijdt echter geen twijfel dat het ontoereikend getal leden der hoven en rechtbanken vooral het euvel is.

De vraag is hoe men in die ontoereikendheid zal voorzien en het is eene zeer kiesche taak, ze op te lossen.

Wanneer, in eene sociale inrichting, eene instelling bestaat die voor geene beknibbeling vatbaar is en die integendeel aan allen eerbied en vertrouwen inboezemt, moet men zich wel wachten er aan te raken of ten minste moet men het slechts met de meeste omzichtigheid doen.

In eene zoo geheiligde zaak als de rechtsbedeeling, moet men vooral vermijden gewaagde proefnemingen te doen, minachting te verwekken voor eene instelling die, in zoo hoogen graad 's lands zedelijke en maatschappelijke orde aanbelangt en nog eene nieuwe ontreddeering te voegen bij al de andere, welke door de gebeurtenissen veroorzaakt worden.

Ongetwijfeld vroegen, reeds vóór den oorlog, veel oordeelkundige mannen wijzigingen : er bestonden voorstanders van den alleensprekenden rechter; doch let wel, men beweerde maar weinig dat hij beter uitspraak zou doen; toen, zoowel als nu, zag men daarin vooral het middel om een einde te stellen aan de dubbele kwaal waaraan het gerecht sedert lang lijdend is : traagheid en overlading.

Zijn de door het wetsontwerp voorgestelde middelen om die dubbele kwaal te verhelpen, wel de goede?

Zullen zij niet integendeel, onder voorwendsel van den gang van het gerecht te bespoedigen, zijne waarborgen verminderen en zijn gezag verzwakken?

De rechten der rechtshoorigen beperken, hun een nieuw gerecht opdringen dat tegen de traditie zal ingaan en misschien wantrouwen zal wekken, is dat niet een gevaarlijk plan?

Vooreerst stelt het ontwerp voor, op 5,000 frank te brengen het waardebedrag voor den hoogsten aanleg, dat thans door onze wetten op 2,500 frank is bepaald. De Middenafdeeling is niet vanzins dit voorstel aan te nemen.

Verre van het recht van beroep te beperken, strookt het veel meer met de huidige strekking en is het veel wijzer, zooveel mogelijk aan alle rechtsplichtigen gelijke waarborgen te geven. Zou men niet buiten de rechtstaal moeten verbannen de uitdrukking die een onderscheid maakt tusschen belangrijke en minder belangrijke rechtsvorderingen?

Men zegt ons : het beroep is minder een recht dan een voorrecht; doch, indien het een voorrecht is, hoe kunnen onze zeden het dan langer dulden, vooral op dit gebied van het gerecht, waar gelijkheid van rechten plechtig moet worden verkondigd?

Is, overigens, het waardebedrag van den eisch altijd de maatstaf voor het belang, dat partijen in de oplossing van een geding stellen, en verandert overigens dat waardebedrag zelf niet van belang volgens het min of méér groot vermogen van de belanghebbenden?

Is het beroep, ja of neen, een waarborg voor betere rechtsbedeeling? Zoo ja, dan moet men het aan iedereen toelaten; zoo neen, bestaat er geen enkel bezwaar in, dat het afgeschaft worde, maar dan moet men het ook afschaffen voor iedereen.

Zij, die het recht als een eeredienst beoefenen, kennen geen verschil tusschen groote en kleine rechtsvorderingen, het volstaat een beroep te doen op de getuigenis van de magistraten en de balie om zich er van te overtuigen dat eene rechtsvordering, die, met het oog op het waardebedrag, slechts weinig belang oplevert, een lastiger werk kan opleggen en een moeilijker onderzoek vergen dan eene in schijn gewichtigere rechtsvordering.

Het ware betreurlijk dat men in deze voorloopige wet, door de verhooging van het waardebedrag van den hoogsten aanleg, zou blijf geven van eene strekking die zoo in strijd is met den democratischen geest.

Laten wij overigens niet vergeten dat de achterstand vooral bestaat bij de rechtbanken van eersten aanleg en dat, door de verhooging van het waardebedrag van den hoogsten aanleg, er niet ééne rechtsvordering minder zal zijn.

* * *

Verder voert het ontwerp der Regeering twee uiterst gewichtige nieuwigheden in : eenerzijds den alleensprekenden rechter in eersten aanleg, anderzijds de vermindering van het getal raadsheeren van vijf tot op drie, om den zetel der hoven van beroep in burgerlijke zaken en in handelszaken te vormen.

Deze twee hervormingen, vooral de eerste, hebben voor den oorlog stroomen inkt doen vloeien. Thans schijnt men zich veel minder op te winden, doch niettemin geven die hervormingen aanleiding tot betwistingen zonder einde en ontmoeten zij onverzoenbare tegenstanders.

Men moet het bekennen, het ontwerp voert den alleensprekenden rechter in op eene minstens onverwachte wijze. De voorgestelde regeling kan men samenvatten als volgt : de alleensprekende rechter voor de zaken, vatbaar voor beroep, de drievoudige rechter voor de zaken, niet vatbaar voor beroep, wat hierop neer komt : één enkele rechter voor de gewichtige, drie voor de minder gewichtige zaken.

Is dat ook geen betreurenswaardig onderscheid, geschikt om te doen denken dat er tweeërlei gerechten bestaan?

Zal men ooit aan het publiek doen verstaan en moeten zelfs de intellectueelen niet veel moeite doen om aan te nemen dat de rechtsvorderingen, waaraan men het meeste belang hecht, aan een alleensprekenden rechter zijn onderworpen, terwijl de zaken die men de kleine gedingen noemt, aan het oordeel van drie rechters onderworpen worden?

Moet men zich niet wachten voor hervormingen, die het gezond verstand

zoozeer krenken en eene zoo eerbiedwaardige instelling als het Gerecht gauw in minachting zouden doen vallen?

De voorstanders zelf van den alleensprekenden rechter zijn verschrikt door de ongewone wijze, waarop hij wordt voorgesteld; zij vreezen dat de proefneming, die men onder zulke omstandigheden wil opleggen hem in de toekomst voorgoed zou doen verwerpen.

Ongetwijfeld ligt de reden, die de formule verklaart hierin, dat de beslissingen van den alleensprekenden rechter altijd, volgens het ontwerp, voor beroep zullen vatbaar zijn.

Doch is zulke reden niet geschikt om tegenover den alleensprekenden rechter wantrouwen in te boezemen in stede van er ons toe over te halen?

Bekent men niet dat men geen vertrouwen in zijne uitspraken stelt, wanneer men hem weigert, in hoogsten aanleg uitspraak te doen?

En moedigt men ook het hooger beroep niet aan, wanneer men den pleiter zegt: eerst de alleensprekende rechter, om te beginnen, maar daarna drie rechters voor het beroep.

Als of de rechtsplichtigen er niet aan hielden, hunne rechtsvorderingen voor de eerste rechtsmacht te eindigen, en er dus niet alle belang bij hadden, voor deze alle waarborgen van volkomen rechtvaardigheid te bezitten.

Verre van het getal rechtsvorderingen te verminderen, schijnt de voorgestelde regeling veeleer aanleiding te geven tot het instellen van beroep en zal dit niet zeker het gevolg zijn, waartoe men komen zal, zoo de hervorming niet het algemeen vertrouwen geniet?

*
* * *

Wat dient men dan te doen?

Vermits de voorgestelde wet slechts van louter voorloopigen aard zijn moet en men openlijk verklaart dat zij slechts eene proefnemingswet is, is het dan niet verkieslijk, aan de rechtsplichtigen, onder voorwendsel van proefwet, een rechterlijk stelsel op te leggen, dat tegen de overleveringen en de heerschende gedachten zou kunnen ingaan en aldus den bedoelden uitslag niet mocht opleveren?

Is het niet mogelijk de proefneming te doen samengaan met de vrijheid voor de rechtsplichtigen om zich, naar hun goetdunken, daaraan te onderwerpen of daaraan te onttrekken?

Er zijn, zegt men, tafrijke voorstanders van den alleensprekenden rechter. Is dat waar, waarom neemt men dan maatregelen om de rechtsplichtigen te dwingen zich tot hem te wenden? Zullen zij er niet vanzelfs naartoe gaan? Laten wij hen vrij, en de proefneming, die men wil doen, zal des te meer overtuigend en oprecht zijn.

De Middenafdeeling stelt dus voor, het stelsel van den alleensprekenden rechter te regelen, het toe te staan aan de pleiters die het wel willen aannemen, doch het aan niemand op te dringen.

Nochtans gaat zij verder dan het ontwerp: Zij stelt voor, al de zaken, al dan niet voor beroep vatbaar, aan den alleensprekenden rechter te

onderwerpen en tevens aan elke der partijen het recht te laten, indien zij het verkiest, de tegenwoordige rechtsmacht te behouden.

Wie zal over die hervorming kunnen klagen vermits zij aan niemand zal opgedrongen zijn? Wanneer men ze aldus opvat, is zij noch krenkend noch willekeurig meer en, moet de alleensprekende rechter eenmaal de regel worden, dan zal die hervorming zacht en geleidelijk worden ingevoerd; het publiek zal er zich spoediger aan gewennen.

Zullen, anderzijds, de beslissingen van een vrijelijk gekozen alleensprekenden rechter niet meer geëerbiedigd worden? Zullen zij, in elk geval, niet ontsnappen aan die beknibbelingen welke zij voorzeker bij voorbaat en stelselmatig zouden uitlokken, indien zij opgedrongen waren? En ziet men niet in, dat het instellen van beroep onvermijdelijk afnemen zal?

Het schijnt niet te betwijfelen dat die vrijheid om zich tot den alleensprekenden rechter te wenden de rollen der burgerlijke en handelsrechtbanken in groote mate ontlasten zal.

Nu komt het vraagstuk van de samenstelling der boetstraffelijke Kamers.

Men moet zich niet ontveinzen dat ook daar de alleensprekende rechter geen vertrouwen inboezemt.

Men begrijpt waarom de aarzeling zich voordoet.

Het geldt hier, aan een enkel man den zoo moeilijken en kieschen last op te dragen, uitspraak te doen over het kostbaarste wat bestaat: de eer der burgers en hunne vrijheid.

Onze wetgeving heeft ons aan voorzichtigheid gewoon gemaakt en heeft zoo oordeelkundige voorzorgen genomen om die twee geheiligde zaken te waarborgen!

Moet men lichtvaardig met gansch ons stelsel afbreken en ineens tot eene hervorming overgaan die aan een enkelen man de taak zou overlaten, uitspraak te doen zelfs in gevallen waarin het geweten angstig is en beeft voor de gevolgen van de te nemen beslissing?

De stoutsten gaan zoo ver niet. Ten hoogste zou men er in kunnen toestemmen, een alleensprekend rechter te laten kennis nemen van de wanbedrijven, die geen bijzonder onteerend karakter dragen, doch allen weigeren hem alleen te laten beslissen, namelijk, over de misdaden die naar de boetstraffelijke rechtbanken verwezen worden, en over sommige andere betichtingen van gansch kieschen aard.

Kortom, het schijnt dat het oogenblik nog niet gekomen is om in boetstraffelijke zaken een stelsel aan te nemen, dat de proef nog niet doorstaan heeft, en er een proefveld aan te geven, waar de dwaling onherstelbare gevolgen hebben kan.

En nochtans in de boetstraffelijke zaken is men vooral overlast.

Moest men niets doen?

Is er, zonder in eens en op algemeene wijze over te gaan van het stelsel der drie rechters tot den alleensprekenden rechter, geen tusschenstelsel, dat wellicht even zekere waarborgen opleveren zou dan het stelsel met de drie rechters en nochtans het voordeel zou hebben, in ruime mate het getal der boetstraffelijke Kamers te vermeerderen?

Een lid van de Middenafdeeling dacht het en graag hadde hij voorgesteld dat de kennis van de boetstraffelijke zaken zou opgedragen worden, niet aan drie rechters, ook niet aan één rechter, maar aan twee rechters.

Op het eerste gezicht komt het voorstel stellig zonderling voor.

En nochtans zou men, bij nadere overweging, niet tot het besluit kunnen komen dat dit het echte stelsel is, het stelsel dat de beste waarborgen geven zou voor een goede rechtsbedeeling?

Men koestert wantrouwen tegenover den alleensprekenden rechter, omdat men wantrouwen heeft tegenover de strekkingen en onvolmaakt-heden van hem, die zou geroepen zijn om alleen zulk ambt uit te oefenen.

De alleensprekende rechter zou een daar voor geknipt man moeten zijn, een man zonder hartstocht en zonder vooropgezette denkbeelden, niet in staat om zich, zelfs onbewust, te laten beïnvloeden door buitenstaande zaken, een man zoo hoog boven de menschelijke zwakheden verheven dat hij geen steun, geen contrôle behoeft. Zulke mannen bestaan er, maar zij zijn zeldzaam.

Is het, anderzijds, waarlijk noodig tot de uitspraak van drie rechters zijn toevlucht te nemen om den waarborg voor een goede rechtsbedeeling te hebben? Mag men, steunend op de ondervinding en na onderzoek van de vroegere gewone werkwijzen, niet beweren dat twee rechters misschien beter werk zouden verrichten?

Volgens de regeling, door onze wetten gevestigd, is het de meerderheid die vrijspreekt of veroordeelt : het is dus het werk van twee rechters; dikwijls dient de derde tot niets.

Mag men niet staande houden dat zijn tegenwoordigheid soms zelfs veeleer schadelijk is? Wat beteekent inderdaad de verantwoordelijkheid van elken rechter, wanneer zij gedrieën zijn? Is dat niet eenigszins een naamlooze verantwoordelijkheid? Kan elke rechter niet geneigd zijn, zijn eigen geweten te dekken vermits de twee overigen volstaan kunnen? Is men er niet toe geneigd, wanneer men gedrieën is, om op de twee overigen voort te gaan? En indien ieder zoo handelt?

De voorstanders van de twee rechters meenen dat zulks in hun stelsel het geval niet zijn zou. Zij gaan van dit beginsel uit, dat onze strafwetten beheerscht en wil dat de voor den beklaagde gunstige meening de overhand moet hebben.

Indien, van twee rechters, de eene voor de veroordeeling is en de andere voor de vrijpraak, dan bestaat er twijfel en dus komt er vrijpraak, dat geldt ook voor de straf die, in geval van verschil, de minst strenge zijn moest.

Het beginsel wordt door de wet in crimineele zaken gehuldigd : door artikel 517 van het Wetboek van strafvordering wordt bepaald dat, bij staking van stemmen, de voor den beklaagde gunstige meening gelden moet.

Wordt dat beginsel aangenomen, zeggen ze, dan zou het uitwijzen van de boetstraffelijke zaken door twee rechters een waarborg van betere rechtsbedeeling zijn.

Dat ware niet de alleensprekende rechter, zonder bespreking noch contrôle op zijn eigen kennis steunende.

Elke rechter zou zich van zijn verantwoordelijkheid bewust zijn, want zijn meening zou telkens noodig en beslissend zijn; bijgevolg zouden beiden altijd de zaak grondig moeten kennen en het schijnt dat uit die dubbele verantwoordelijkheid beter bestudeerde en doordachte beslissingen zouden ontstaan.

Indien men aldus in boetstraffelijke zaken het getal rechters op twee brengen kon, dan zou men, zonder het personeel te vermeerderen, een groot getal nieuwe Kamers kunnen tot stand brengen.

Dat is de redeneering van den indiener van het voorstel.

De Middenafdeeling sloot zich liever bij een ander stelsel aan, ook een tusschenstelsel: zij stelde voor, de kennis van de gewone wanbedrijven aan een alleensprekenden rechter op te dragen en aan het tegenwoordig stelsel met drie rechters de zorg te laten, recht te spreken in de bijzonder ernstige zaken of in zaken van bijzonder kieschen aard: zooals de misdaden naar de boetstraffelijke rechtbank verwezen en de betichtingen voorzien bij titel VII van het Strafwetboek, gewijzigd door de wet van 1912 op de kinderbescherming.

De afdeeling heeft daarenboven nummer XII van het ontwerp der Regeering aangenomen, waardoor de bevoegdheden van de raadkamer aan eenen enkelen rechter opgedragen worden; maar zij wilde er voor den beklaagde een waarborg bijvoegen door te beslissen dat voortaan de rechter geen uitspraak doen zou zonder vooraf den beklaagde en zijn raadsman het recht gegeven te hebben, gehoord te worden.

Het blijkt dus dat het door de Middenafdeeling aangenomen ontwerp de deur voor den alleensprekenden rechter reeds wijd opent. Het komt er nu op aan, te onderzoeken aan wie en hoe men die taak toevertrouwen zal.

In burgerlijke zaken of in handelszaken zou men een stelsel kunnen uitdenken, waarbij aan partijen de vrije keuze gelaten wordt; dit ware het ideaal, maar men ziet spoedig dat zulke opvatting in de practijk niet te verwezenlijken is. In boetstraffelijke zaken is zij natuurlijk onmogelijk.

Bijgevolg moet de keuze van overheidswege geschieden.

Het ontwerp van de Regeering kent die bevoegdheid aan den koning toe. Tegen dat stelsel bestaan er ernstige opwerpingen.

En vooreerst, waarom stelt men een enkelen rechter in eene kamer aan om dat ambt uit te oefenen? Waarom beperkt men aldus het getal rechters, die geroepen worden om als alleensprekend rechter op te treden? Daarbij, wie kan er borg voor spreken, dat die aanwijzing altijd goed zal geschieden? Wie ziet niet in, dat het aanwijzen van één rechter voor die nieuwe rechtsbedeeling deze aan dwalingen blootstelt waardoor zij spoedig in minachting zou vallen?

Dat kan er nog door, indien het ambt van alleensprekend rechter niet bijzonder bezoldigd wordt. Het is inderdaad waarschijnlijk dat het in dat geval niet zeer gezocht zal worden en dat men gemakkelijker een beroep zal kunnen doen op de werkzaamste en verlichtste magistraten.

Doch, zoo men, naar het ontwerp van de Regeering, den alleensprekenden rechter een bijwedde toekent, dan, zou men de mededingers wellicht zien

oprijzen. Is het in dit geval niet te vreezen dat ten gevolge van duizenden bijkomende beweegredenen, de keuze van den minister zal vallen op magistraten die minder dan anderen gerechtigd zijn om dat kiesch ambt uit te oefenen?

De Middenafdeeling houdt zich liever aan de regeling van de bestaande wet op de rechterlijke inrichting, krachtens welke er voor de samenstelling der Kamer wordt overgegaan tot eene afwisseling, derwijze dat elke rechter achtereenvolgens den dienst in alle Kamers doet en elke Kamer op bepaalde tijden vernieuwd wordt; zóó hoeft men niet te vreezen dat het ambt van alleensprekend rechter steeds in dezelfde handen blijve, wat de nieuwe inrichting wellicht spoedig in ongenade zou brengen.

Overigens, men begrijpt niet goed hoe voor de rechtbanken van koophandel een enkele rechter zou kunnen aangewezen worden voor alle soorten van zaken, terwijl de afwisseling door den voorzitter volgens een door de rechtbank vastgestelde regeling opgelegd een redelijke indeeling der zaken onder de voor bepaalde zaken bijzonder bevoegde rechters zou kunnen verzekeren.

De Middenafdeeling meent ook dat er geen bijzondere bezoldiging aan den alleensprekenden rechter dient te worden toegekend; dat gevoelen steunt niet alleen op de hierboven uitgebrachte beschouwingen, maar ook op den wensch dien zij wil uitdrukken om de wedden van de magistratuur op algemeene wijze te verhoogen; zij vreest dat de weddeverhooging aan den alleensprekenden rechter toegekend, worde aangevoerd als een nieuwe reden om het ontwerp tot verhooging der wedden van alle magistraten tegen te houden, welke verhooging zich nochtans opdringt, zoo men een betere werving verzekeren wil.

Thans behoeven wij de rechtspleging voor de inleiding en de indeeling der zaken over de Kamers met drie rechters en de Kamers met een alleensprekenden rechter te onderzoeken.

Het ontwerp van de Regeering belastte den voorzitter der rechtbank met een taak, die werkelijke bezwaren opleveren kon en een ruï'n deel aan willekeur liet.

In het stelsel van de Middenafdeeling zijn er, integendeel, noch bezwaren, noch willekeur?

Voor de thans aangebrachte zaken, waarvan echter de openbare behandeling nog niet begonnen is, zullen partijen tekiezen hebben bij het oproepen van die zaken, bij een algemeene regeling van de rol die bijzonder daartoe vastgesteld kan worden: alle zaken, in dewelke eene der partijen de verwijzing naar die rechters vragen zal, zullen behouden blijven voor de Kamer, waar zij aangebracht werden; van alle andere zal kennis genomen worden door den alleensprekenden rechter, uit die Kamer aangewezen.

Wat de nieuwe zaken betreft, zij zullen alle ook naar den alleensprekenden rechter verwezen worden, ten ware de eischer in het exploit van verdaging of de verweerder, bij de eerste verschijning of bij de aanstelling van een pleitbezorger, vraagt dat de zaak worde gebracht voor drie rechters.

Er zal dus noch dwang noch verrassing bestaan.

Wat is dat stelsel waard?

Oogetwijfeld kan het beknibbeld worden.

Een van de opwerpingen bestaat hierin, dat misschien niemand naar den alleensprekenden rechter gaan zal en dat dan de hervorming haar doel zal missen.

Dat pessimisme hoort hier niet : men zal tot den alleensprekenden rechter gaan, bijzonder omdat vele pleiters sedert lang het einde van hun proces afwachten en omdat de nieuwe rechtsregeling meer waarborgen van spoed opleveren zal.

De alleensprekende rechter voor de boetstraffelijke zaken zal gauw de rollen afhandelen, daar men, zoo het zijn moet, het getal Kamers verdubbelen, verdrievoudigen en zelfs verviervoudigen kan.

De Middenafdeeling heeft echter alles willen voorzien, namelijk het geval dat de nieuwe regeling, ten opzichte van het afhandelen der zaken, niet de verwachte uitslagen opleveren zou. Zij stelt voor, een ernstiger beroep te doen op de medewerking van de plaatsvervangende rechters en er desnoods nieuwe te benoemen.

Stellig, in tal van rechtbanken zijn de plaatsvervangende rechters reeds geroepen te zetelen, maar men kan moeilijk van hen een ijverige en geregelde medewerking eischen, daar men hun kosteloos werk vraagt.

De Middenafdeeling stelt voor, dat men in de rechtbanken, waar het nuttig voorkomt, de plaatsvervangende rechters in de Kamers doe optreden op gelijke wijze als de werkelijke rechters; zij zou zelfs willen dat men beroep deed op hunne medewerking voor het nieuwe ambt van alleensprekenden rechter, maar zij vraagt dat men terzelfdertijd beslisse hun een billijke bezoldiging te verleen.

Men zou hun de wedde moeten toekennen welke is voorzien bij artikel 228 der wet op de rechterlijke inrichting, namelijk de helft van de wedde van den titelvoerder.

Deze bepaling is volkomen billijk; zij is trouwens in zekere mate slechts de voortzetting en de uitbreiding van een maatregel, door de Regeering zelf voorgesteld voor de plaatsvervangende rechters die gedurende den oorlog de afwezige magistraten hebben vervangen.

Wordt de inrichting van het rechterlijk personeel gewijzigd en aangevuld als volgt : alleensprekende rechter in de boetstraffelijke rechtbanken, vrijheid om zijn toevlucht tot dien rechter te nemen in burgerlijke zaken en in handelszaken, werkzaamere medewerking van de plaatsvervangende rechters en desnoods benoeming van nieuwe plaatsvervangende rechters om zooveel Kamers te vormen als de dienst het vereischt, dan komt het voor, dat de wet het beoogde doel spoedig zal bereiken.

Het ontwerp van de Regeering eischte de tegenwoordigheid van het openbaar ministerie in alle aan den alleensprekenden rechter onderworpen zaken. Uit dien eisch zouden er praktische moeilijkheden kunnen ontstaan.

De Middenafdeeling was van meening dat, in het door haar aangeprezen stelsel van vrijheid, de tegenwoordigheid van het openbaar ministerie niet onontbeerlijk is.

Daarbij, wat de taak van den alleensprekenden rechter moet kenmerken, is het bewustzijn dat hij moet bezitten van zijn volle en volkomen verantwoordelijkheid. Hij moet niet geneigd zijn om zijn beslissingen te dekken door de meening van een anderen magistraat zonder verantwoordelijkheid; hij moet zelf en gansch alleen de gevolgen van zijn uitspraken overwegen. Enkel op die voorwaarde begrijpt men de instelling van den alleensprekenden rechter en kan zij gezag erlangen.

Door dat stelsel zal het parket der rechtbanken in ruime mate ontlast zijn.

De vorming van Kamers met een alleensprekenden rechter in de rechtbanken van koophandel zal de vermeerdering van het getal referendarissen noodig maken: het spreekt inderdaad van zelf dat elke Kamer met een alleensprekenden rechter haren referendaris hebben moet.

Wat de tweede groote hervorming betreft, die voorgesteld werd, namelijk de wijzigingen in de samenstelling van de Hoven van beroep, daarin heeft de Middenafdeeling het ontwerp van de Regeering goedgekeurd.

De vermindering van vijf op drie van het getal raadsheeren wekt niet dezelfde gewetensbezwaren als de beperking tot een enkelen rechter. De maatregel komt zoo radicaal niet voor.

Hij wordt toch in zekere mate betreurd. Wat is er meer ontzagwekkend dan de uitspraken van onze Hoven? Welk gezag wordt hun niet toegekend? Is dat getal van vijf magistraten niet iets plechtigs en schijnt het niet meer gewicht te geven aan het gezag der arresten? Het geldt hier een overlevering, waaraan men niet wenscht te raken, zoo groot zijn de eerbied en het vertrouwen die zij inboezemt.

Men moet echter wel tot een oplossing komen.

De ophooping der zaken eischt uitzonderingsmaatregelen: zij zullen maar een tijdelijk karakter hebben en uit de toekomst zal blijken wat men van de voorgestelde hervorming denken moet.

De Middenafdeeling neemt ook de verandering aan, die voorgesteld wordt aangaande de samenstelling der plechtige terechtzittingen om kennis te nemen van zaken, na verbreking teruggezonden.

Maar zij wilde de Regeering niet volgen noch in het voorstel om het bij artikel 209 van het Wetboek van strafvordering voorzien verslag weg te laten, noch in het voorstel dat partijen verplicht, de afschriften, vermeld onder nummer XIII van het ontwerp, aan de zetelende magistraten en aan het openbaar ministerie te overhandigen.

Het eerste voorstel ontnemt aan de verdediging een waarborg, dien zij behouden moet. De afdeeling zou er nog een anderen willen bijvoegen; zij vergenoegt er zich bij, hem aan te bevelen: het nieuw verhoor der getuigen voor het Hof. Die wensch schijnt tot het voorwerp van deze wet niet te behoorren, vermits de verwezenlijking er van slechts kan aanleiding geven tot vermeerdering van den achterstand; het is nochtans te doen om het gerecht alle noodige waarborgen te geven.

Het tweede voorstel kan enkel gevolg hebben, soms in zeer aanzienlijke mate, de gerechtskosten te verhoogen. Is het daarenboven niet te vreezen dat de rechters, aan wie onvolledige stukken zijn overgelegd, met minder

belangstelling en misschien met vooropgezette denkbeelden naar de debatten luisteren. Onder voorwendsel de behandeling te bekorten, mag men het gerecht er niet aan blootstellen, gemakkelijker dwalingen te begaan.

* *

Artikel 2 der wet van 4 September 1894 eischt dat de zetelende raadsheeren eenparig zijn om den beklaagde gunstig zijnde beslissingen van den eersten aanleg te veranderen. Deze bepaling werd ingevoerd, toen de wet het getal raadsheeren, zetelend in boetstraffelijke zaken, bracht van vijf op drie; zij ging uit van deze beschouwing dat het vonnis in eersten aanleg, misschien bij eenparigheid door drie rechters gewezen, niet kon veranderd worden door een arrest, slechts door twee magistraten van het Hof van beroep uitgesproken.

Dezelfde reden geldt niet meer onder het stelsel van den alleensprekenden rechter en daarom stelt de Middenafdeeling voor te beslissen dat de vonnissen in eersten aanleg door den alleensprekenden rechter gewezen, allesszins kunnen veranderd worden bij meerderheid van stemmen der raadsheeren in hooger beroep.

De Middenafdeeling doet ten slotte opmerken dat er achterstand bestaat niet enkel in de Hoven en in vele rechtbanken, maar ook in sommige vrederechten.

In sommige vrederechten van Henegouw, bij voorbeeld, kan de rechter zijn taak alleen niet volbrengen en het is rechtvaardig dat hij bijgestaan worde.

Daarom stelt de Middenafdeeling eene bepaling voor, krachtens welke, in uitzonderlijke gevallen en mits heel ernstige waarborgen, de plaatsvervangers kunnen geroepen worden om zich tijdelijk doch geregeld met een deel van den dienst te belasten. In dat geval zullen zij bezoldigd worden gelijk de plaatsvervangende rechters der rechtbanken van eersten aanleg, dat wil zeggen dat zij de helft zullen trekken van de aanvangswedde, aan hun vrederecht verbonden.

Het komt ons voor, dat de voorgestelde maatregelen, over hun geheel genomen, zonder verwijl de geregelde uitoefening van het gerecht weer invoeren zal.

Zij brengen geen hoofdzakelijke wijziging in onze rechterlijke regeling en zij kunnen, zonder schade te doen, als noodhulp en tevens als proefneming dienen.

Zij zullen overigens slechts van zeer korten duur zijn en na twee jaren zullen zij van rechtswege vervallen; dan zal de wetgever ze moeten beoordeelen en beslissen of zij voor goed in de wetgeving moeten opgenomen worden.

Wat den datum van het in werking treden dezer wet betreft, stelt de Middenafdeeling voor eenen datum te bepalen, zoo kort mogelijk na de stemming door het Parlement, derwijze dat zij in elk geval ten volle kan toegepast worden vanaf het begin van het aanstaande rechterlijk jaar.

De Verslaggever,

JULES PONCELET.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.

WETSONTWERP

EN

Tekst door de Regeering voorgesteld

Projet de loi.

ARTICLE UNIQUE.

Les dispositions suivantes seront applicables à partir du 1^{er} juillet 1919 jusqu'au 1^{er} août 1923 :

§ 1^{er}. — Organisation judiciaire.

I. Le taux du dernier ressort est porté à 5,000 francs pour les jugements des tribunaux de première instance et des tribunaux de commerce et pour les ordonnances de référé.

II. Les tribunaux de première instance et les tribunaux de commerce comprennent une ou plusieurs chambres composées de trois juges et une ou plusieurs chambres ne comportant qu'un juge unique. Le nombre de ces diverses chambres est réglé par arrêté royal.

III. Le Roi désigne, parmi les président, vice-président et juges de chaque tribunal, des juges uniques titulaires et suppléants, à raison d'un titulaire et d'un suppléant par chambre de juge unique.

Les magistrats désignés conservent séance aux autres chambres du tribunal.

Wetsontwerp.

EENIG ARTIKEL.

De volgende bepalingen zijn van 1 Juli 1919 tot 1 Augustus 1923 van toepassing :

§ 1. — Rechterlijke inrichting.

I. Het waardebedrag voor den laatsten aanleg is gebracht op 5,000 frank voor de vonnissen der rechtbanken van eersten aanleg en der rechtbanken van koophandel en voor de uitspraken op kortgeding.

II. De rechtbanken van eersten aanleg en de rechtbanken van koophandel bevatten één of meer kamers, bestaande uit drie rechters, en één of meer kamers bestaande uit een alleensprekend rechter. Het aantal dezer verschillende kamers wordt bij koninklijk besluit bepaald.

III. Uit den voorzitter, de onderzitters en de rechters van elke rechtbank, wijst de Koning titelvoerende en plaatsvervangende alleensprekende rechters aan, naar rato van één titularis en één plaatsvervanger per kamer met een alleensprekend rechter.

De aangewezen magistraten blijven zetelen in de andere kamers der rechtbank.

Texte proposé par la section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

ARTICLE UNIQUE.

EENIG ARTIKEL.

Les dispositions suivantes seront applicables à partir du 15 juillet 1919, jusqu'au 1^{er} août 1921 :

De volgende bepalingen zijn van 15 Juli 1919 tot 1 Augustus 1921 van toepassing :

I. Les Tribunaux de 1^{re} instance et les Tribunaux de commerce comprennent une ou plusieurs chambres composées de trois juges et une ou plusieurs chambres ne comportant qu'un juge unique.

I. De Rechtbanken van eersten aanleg en de Rechtbanken van koop-handel bevatten één of meer kamers, bestaande uit drie rechters, en één of meer kamers met slechts een *alleensprekend* rechter.

Le nombre de ces diverses chambres est réglé par le tribunal, conformément aux nécessités du service, soit d'office, soit sur injonction de la Cour d'appel.

Het aantal dezer verschillende kamers wordt, naar de vereïschten van den dienst, door de rechtbank bepaald, hetzij van rechtswege, hetzij op bevel van het Hof van Beroep.

II. Chaque chambre de juge unique comprendra un juge titulaire et un suppléant, à désigner par le Président du tribunal, parmi les président, vice-présidents, juges et juges suppléants de chaque tribunal, conformément à l'article 194 de la loi sur l'organisation judiciaire.

II. Elke kamer met een *alleensprekend* rechter bestaat uit een titelvoerende rechter en een plaatsvervanger, door den Voorzitter der rechtbank overeenkomstig artikel 194 der wet op de rechterlijke inrichting aan te wijzen onder den voorzitter, de ondervoorzitters, de rechters en plaatsvervangende rechters van elke rechtbank.

Les magistrats désignés conservent séance aux autres chambres.

De aangewezen magistraten blijven zetelen in de andere kamers der rechtbank.

Les juges suppléants qui seront appelés, soit en vertu de l'article 30 de la loi sur l'organisation judiciaire, soit en vertu de la présente loi, à exercer de façon permanente les fonctions de juges, seront rétribués comme il est dit à l'article 228 de la

De plaatsvervangende rechters, die opgeroepen worden, hetzij krachtens artikel 30 der wet op de rechterlijke inrichting, hetzij krachtens deze wet, om het ambt van rechter bestendig te vervullen, worden bezoldigd zooals is bepaald bij arti-

Projet de loi.

Wetsontwerp.

IV. Sur le vu de l'acte introductif d'instance qui lui est présenté, en original ou en copie signifiée, par la partie la plus diligente, le président du tribunal de première instance distribue les affaires civiles entre les chambres. Celles qui lui paraissent, d'après les termes de cet acte, sujettes à appel, sont distribuées à une chambre ne comportant qu'un juge unique. Les affaires sont ensuite introduites à la chambre ainsi désignée par le président.

Les affaires correctionnelles et les appels des décisions des tribunaux de police sont déferés à une chambre ne comportant qu'un juge unique.

Les assignations devant le tribunal de commerce sont données, pour les diverses chambres, suivant le règlement arrêté par le tribunal, de façon que les affaires qui paraissent, d'après les termes de l'acte introductif de l'instance, sujettes à appel soient déferées à une chambre ne comportant qu'un juge unique.

En aucun cas, soit devant le tribunal de première instance, soit devant le tribunal de commerce, la répartition des affaires entre les chambres ordinaires et les chambres ne comportant qu'un juge unique ne peut donner lieu à déclinatoire.

IV. Op vertoon van de oorspronkelijke akte tot inleiding van het rechtsgeding, of van een beteekend afschrift daarvan, hem door de meest gereede partij voorgelegd, verdeelt de voorzitter der rechtbank van eersten aanleg de burgerlijke zaken tusschen de kamers. De zaken welke hem, op grond van deze akte, voor beroep vatbaar lijken, worden toegewezen aan eene kamer uit een alleensprekend rechter bestaande. De zaken worden vervolgens in de aldus aangeduide kamer door den voorzitter ingeleid.

Van de boetstraffelijke zaken en van het hooger beroep tegen uitspraken der politierechtbanken neemt eene kamer, uit een alleensprekend rechter bestaande, kennis.

Dagvaarding voor de rechtbank van koophandel geschiedt, voor de verschillende kamers, volgens het door de rechtbank vastgesteld reglement, derwijze dat de zaken, die volgens de termen van de akte tot inleiding van het rechtsgeding vatbaar lijken voor beroep, vóór eene uit een alleensprekend rechter bestaande kamer worden gebracht.

In geen geval mag hetzij vóór de rechtbank van eersten aanleg, hetzij vóór de rechtbank van koophandel, de verdeeling der zaken tusschen de gewone kamers en de kamers, die uit een alleensprekend rechter bestaan, tot eene verklaring van onbevoegdheid aanleiding geven

Texte proposé par la Section centrale.

loi précitée sur l'organisation judiciaire.

Le Roi pourra, là où la mesure paraîtra utile, nommer de nouveaux juges suppléants de complément, en nombre suffisant pour constituer autant de chambres que le service l'exige.

(Voir le n° IV ci-après.)

III. Les assignations devant les tribunaux de première instance et de commerce sont données, pour les diverses chambres, suivant le règlement arrêté par le tribunal.

Toutes les affaires sont déferées aux chambres de juge unique, à moins que le demandeur, dans l'exploit introductif d'instance, le défendeur ou l'appelé en garantie, dans la constitution d'avoué ou lors de la première comparution, n'en demande l'introduction ou le renvoi devant une chambre composée de trois juges.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

kel 228 van gemelde wet op de rechterlijke inrichting.

De Koning kan, waar zulks nuttig voorkomt, nieuwe bijgevoegde plaatsvervangende rechters benoemen in voldoende getale om zooveel kamers tot stand te brengen als het voor den dienst noodig is.

(Zie n° IV hieronder.)

III. Dagvaarding voor de rechtbanken van eersten aanleg en van koophandel geschiedt, voor de verschillende kamers, volgens het door de rechtbank vastgesteld reglement.

Al de zaken worden voor de kamers met een alleensprekend rechter gebracht, tenzij de eischer, in het exploit van rechtsingang, de verweerder of de in vrijwaring opgeroepene, bij de aanstelling van pleitbezorger of bij de eerste verschijning, vragen dat zij worden gebracht voor of verwezen naar eene kamer bestaande uit drie rechters.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

V. Dans les tribunaux de première instance, le juge unique ne statue qu'après avoir entendu l'avis du ministère public. Les chambres ordinaires siègent, en matière civile, au nombre fixe de trois juges, sans l'assistance du ministère public, à moins que celui-ci ne soit partie principale ou intervenante dans l'instance.

VI. Le nombre des chambres des cours d'appel est déterminé par arrêté royal.

VII. Les cours d'appel jugent au nombre fixe de trois conseillers, y compris le président. L'assistance du ministère public est requise, sauf les exceptions prévues dans les lois en vigueur.

V. In de rechtbanken van eersten aanleg doet de alleensprekende rechter slechts uitspraak nadat hij het advies heeft gehoord van het Openbaar Ministerie. In burgerlijke zaken zetelen de gewone kamers ten vasten getale van drie rechters, buiten de tegenwoordigheid van het Openbaar Ministerie, tenzij dit Openbaar Ministerie als hoofdpartij of als tusschenkomende partij in het geding betrokken was.

VI. Het aantal kamers in de hoven van beroep wordt bij koninklijk besluit bepaald.

VII. De hoven van beroep vonnissen ten vasten getale van drie raadsheeren met inbegrip van den voorzitter. De tegenwoordigheid van het Openbaar Ministerie wordt vereischt, behoudens de uitzonderingen bij de van kracht zijnde wetten voorzien.

Texte proposé par la Section centrale.

En cas d'opposition à un jugement par défaut, la demande de renvoi devant une chambre de trois juges doit être formulée dans l'exploit d'opposition.

Les demandes de renvoi devant trois juges ne peuvent être contestées.

IV. Les affaires correctionnelles et les appels des décisions des tribunaux de police sont déferés à des chambres de juge unique.

Toutefois, les affaires correctionnalisées et celles relatives aux infractions prévues par le titre VII du Code pénal, modifié par la loi du 15 mai 1912, sur la protection de l'enfance, sont toujours déferées à des chambres de trois juges.

V. Dans les tribunaux de première instance, les chambres siègent, en matière civile, sans l'assistance du Ministère public, à moins que celui-ci ne soit partie principale ou intervenante dans l'instance.

VI. Le nombre des chambres des cours d'appel est déterminé par arrêté royal.

VII. Les cours d'appel jugent au nombre fixe de trois conseillers, y compris le président. L'assistance du Ministère public est requise, sauf les exceptions prévues dans les lois en vigueur.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

Is er verzet tegen een verstekvonnis, dan moet de vraag tot verwijzing naar eene kamer met drie rechters worden gedaan in het exploit van verzet.

De vragen tot verwijzing naar drie rechters kunnen niet betwist worden.

IV. Van de boetstraffelijke zaken en van het hooger beroep tegen uitspraken der politierechtbanken neemt eene kamer, uit een alleensprekend rechter bestaande, kennis.

Echter worden de zaken, naar de boetstraffelijke rechtbank verwezen, alsmede die betreffende de misdrijven voorzien door titel VII van het Strafwetboek, gewijzigd door de wet van 15 Mei 1912 op de kinderbescherming, steeds gebracht voor kamers met drie rechters.

V. In de rechtbanken van eersten aanleg zetelen de kamers, in burgerlijke zaken, zonder dat het Openbaar Ministerie aanwezig zij, tenzij dit Openbaar Ministerie als hoofdpartij of als tusschenkomende partij in het geding betrokken is.

VI. Het aantal kamers in de hoven van beroep wordt bij koninklijk besluit bepaald.

VII. De hoven van beroep vonnissen ten vasten getale van drie raadsheeren met inbegrip van den voorzitter. De tegenwoordigheid van het Openbaar Ministerie wordt vereischt, behoudens de uitzonde-

Projet de loi.

Wetsontwerp.

VIII. Les audiences solennelles pour connaître des affaires renvoyées après cassation se composent de deux chambres réunies, désignées et présidées par le premier président.

Elles ne peuvent juger qu'au nombre fixe de sept conseillers, y compris le président.

IX. Il y a dans les cours d'appel une ou plusieurs chambres des vacations; dans les tribunaux de première instance, il y en a au moins deux, une chambre de trois juges et une chambre d'un juge unique.

Ces chambres de vacations sont chargées de l'expédition des affaires civiles qui requièrent célérité et du service des chambres correctionnelles, des chambres du conseil et des mises en accusation.

X. Le juge unique jouit d'un supplément de traitement de 2,000 fr. dans les tribunaux de première instance de 1^{re} classe, de 1,500 fr. dans les tribunaux de 2^e classe et de 1,000 francs dans les tribunaux de 3^e classe.

VIII. De plechtige terechtzittingen ter kennisneming van na cassatie aanhangig gemaakte zaken, bestaan uit twee vereenigde kamers, door den eersten voorzitter aan te wijzen en voor te zitten.

Zij kunnen niet rechtspreken dan ten vasten getale van zeven raadsheeren met inbegrip van den voorzitter.

IX. In de hoven van beroep bestaan een of meer vacatiekamers; in de rechtbanken van eersten aanleg zijn er minstens twee, eene kamer met drie rechters en eene kamer met eene alleensprekend rechter.

Deze vacatiekamers zijn belast met de afwikkeling der burgerlijke zaken die spoed eischen en met den dienst der boetstraffelijke kamers, der raadkamers en der kamers van inbeschuldigingstelling.

X. Aan den alleensprekenden rechter wordt als weddebijslag in de rechtbanken van eersten aanleg van 1^{ste} klasse, 2,000 frank, in de rechtbanken van 2^{de} klasse 1,500 frank en in de rechtbanken van 3^{de} klasse 1,000 frank toegekend.

Texte proposé par la Section centrale.

En matière correctionnelle, l'unanimité requise par l'article 2 de la loi du 4 septembre 1891 pour la réformation d'un jugement d'acquiescement d'une ordonnance de non-lieu ou de mise en liberté, comme pour l'aggravation des peines, n'est pas exigée lorsque la décision de 1^{re} instance a été rendue par le juge unique.

VIII. Les audiences solennelles pour connaître des affaires renvoyées après cassation se composent de deux chambres réunies désignées et présidées par le premier président.

Elles ne peuvent juger qu'au nombre fixe de sept conseillers, y compris le président.

IX. Il y a, dans les cours d'appel, une ou plusieurs chambres des vacations ; dans les tribunaux de première instance, une chambre de trois juges et une chambre de juge unique.

Ces chambres des vacations sont chargées de l'expédition des affaires civiles qui requièrent célérité et du service des chambres correctionnelles, des chambres du conseil et des mises en accusation.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld

ringen bij de van kracht zijnde wetten voorzien.

In boetstraffelijke zaken wordt de eenparigheid, bij artikel 2 der wet van 4 September 1891 vereischt tot verandering van een vonnis van vrijspraak, van eene beschikking van buitenvervolginstelling of van invrijheidstelling, evenals tot verzwaring der straffen, niet gevorderd wanneer de beslissing in eerste aanleg door den alleensprekenden rechter werd gegeven.

VIII. De plechtige terechtzittingen ter kennisneming van na cassatie aanhangig gemaakte zaken bestaan uit twee vereenigde kamers, door den eersten voorzitter aan te wijzen en voor te zitten.

Zij kunnen niet rechtspreken dan ten vasten getale van zeven raadsheeren met inbegrip van den voorzitter.

IX. In de hoven van beroep bestaan een of meer vacatiekamers ; in de rechtbanken van eerste aanleg, eene kamer met drie rechters en eene kamer met een alleensprekend rechter.

Deze vacatiekamers zijn belast met de afdoening der burgerlijke zaken, die spoed eischen, en met den dienst der boetstraffelijke kamers, der raadkamers en der kamers van inbeschuldigingstelling.

Projet de loi.
—

Dans les cours d'appel, les conseillers appelés à présider les chambres à défaut de président titulaire jouissent du traitement affecté aux fonctions de président.

Wetsontwerp
—

In de hoven van beroep ontvangen de raadsheeren, die het voorzitterschap der kamers bij ontstentenis van den titelvoerenden voorzitter hebben waar te nemen, de bezoldiging die aan het ambt van voorzitter is verbonden.

Texte proposé par la Section centrale.

X. Dans les Cours d'appel, les conseillers appelés à présider les chambres, à défaut de président titulaire, jouissent du traitement affecté aux fonctions de président.

XI. Dans les justices de paix de 1^{re} et de 2^e classes, les juges suppléants pourront, si les besoins du service l'exigent, être chargés, par une délibération du Tribunal de 1^{re} instance du ressort, de remplir durant une période à déterminer et de façon permanente une partie du service.

En ce cas, ils toucheront, pendant la durée de cette délégation, une rémunération égale à la moitié du traitement initial affecté aux fonctions du titulaire dans la classe dont fait partie leur justice de paix.

XII. Dans les causes civiles et commerciales soumises au juge unique, en cas de procédure sur rapport ou prévoyant la désignation d'un juge commissaire, le rapport est supprimé et les attributions du juge commissaire passent de plein droit au juge unique.

XIII. Les attributions de la chambre du Conseil du tribunal de première instance, en matière répressive, sont dévolues à une chambre d'un juge unique. Il est statué sur

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

X. In de hoven van beroep ontvangen de raadsheeren, die het voorzitterschap der kamers bij ontstentenis van den titelvoerenden voorzitter hebben waar te nemen, de bezoldiging die aan het ambt van voorzitter is verbonden.

XI. Bij de vrederechten van 1^{ste} en 2^{de} klasse kunnen de plaatsvervangende rechters, indien de dienst zulks vereischt, door eene beraadslaging der Rechtbank van eersten aanleg van het gebied worden gelast, gedurende eene te bepalen tijdruimte en zonder onderbreking een deel van den dienst waar te nemen.

In dit geval ontrangen zij, zoolang de opdracht duurt, eene bezoldiging van gelijk bedrag als de helft van de aanvangswedde, die is toegekend aan het ambt van den titelvoerende in de klasse, waartoe hun vrederecht behoort.

XII. In de aan den alleensprekenden rechter onderworpen burgerlijke en handelszaken, wanneer de rechtspleging bij verslag geschiedt of de aanwijzing van een rechter-commissaris voorziet, wordt het verslag weggelaten en gaan de bevoegdheden van den rechter-commissaris van rechtswege op den alleensprekenden rechter over.

XIII. De bevoegdheden van de raadkamer der rechtbank van eersten aanleg in strafzaken worden opgedragen aan eene kamer met een alleensprekend rechter. Er wordt

Projet de loi.

Wetsontwerp.

§ 2. — Procédure.

XI. Dans les causes civiles et commerciales soumises au juge unique, en cas de procédure sur rapport ou prévoyant la désignation d'un juge commissaire, le rapport est supprimé et les attributions du juge commissaire passent de plein droit au juge unique.

XII. Les attributions de la chambre du conseil du tribunal de première instance en matière répressive sont dévolues à une chambre d'un juge unique. Celui-ci statue sur le rapport du juge d'instruction, lequel n'a pas voix délibérative.

XIII. Devant la cour d'appel, les parties sont obligées de remettre à

§ 2. — Rechtspleging.

XI. In de aan den alleensprekenden rechter onderworpen burgerlijke en handelszaken, wanneer de rechtspleging bij verslag geschiedt of de aanwijzing van een rechter-commissaris voorziet, wordt het verslag weggelaten en gaat de bevoegdheid van den rechter-commissaris van rechtswege op den alleensprekenden rechter over.

XII. De bevoegdheid van de raadkamer der rechtbank van eersten aanleg in strafrechterlijke zaken is toegekend aan eene kamer met een alleensprekend rechter. Deze doet uitspraak op het verslag van den onderzoeksrechter, die geen deel neemt aan de beraadslaging.

XIII. Voor het hof van beroep zijn partijen verplicht aan al de

Texte proposé par la Section centrale.

le rapport du juge d'instruction, le procureur du Roi et l'inculpé entendus. Le juge de la chambre appelée à statuer, fait indiquer, vingt-quatre heures au moins d'avance sur un registre spécial tenu au greffe, les lieu, jour et heure de la comparution. Le greffier en donnera avis par lettre recommandée au prévenu et à son conseil, s'il en a été désigné un dans la procédure.

Lorsque l'instruction est terminée, ce dossier est déposé au greffe au moins 24 heures avant la délibération de la Chambre chargée de statuer; le prévenu et son conseil ont le droit d'en prendre connaissance.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

uitspraak gedaan op het verslag van den onderzoeksrechter, nadat de Procureur des Konings en de verdachte zijn gehoord. De rechter der kamer, belast met de uitspraak, doet, ten minste vier en twintig uren vooraf, plaats, dag en uur voor de verschijning vermelden in een bijzonder, ter griffie gehouden register. De griffier geeft daarvan kennis, bij aangetrekenden brief, aan den betichte en aan zijn raadsman, indien er een in den loop van het geding werd aangevozen.

Wanneer het onderzoek is afgelopen, worden de stukken ter griffie neergelegd ten minste 24 uren vóór de beraadslaging van de kamer, met de uitspraak belast; de betichte en zijn raadsman zijn gerechtigd om daarvan inzage te nemen.

Projet de loi.

tous les magistrats du siège et au ministère public, trois jours au moins avant l'audience des plaidoiries, en texte imprimé ou dactylographié, le jugement de première instance, les conclusions d'appel, les rapports d'expertise et d'enquête, ainsi que, le cas échéant, le contrat servant de base au débat.

XIV. Le rapport prescrit par l'article 209 du Code d'instruction criminelle est supprimé.

Dispositions transitoires.

I. Au moment de la mise en application de la présente loi, les présidents des tribunaux de première instance et des tribunaux de commerce procèderont à une nouvelle distribution des affaires entre les diverses chambres, conformément aux prescriptions de l'article IV.

Wetsontwerp.

magistraten van den zetel en aan het Openbaar Ministerie, ten minste drie dagen vóór de zitting waarop gepleit zal worden, een gedrukten of gedactylografeerden tekst te overhandigen van het vonnis van eersten aanleg, van de eischen van partijen in hooger beroep, de verslagen der deskundigen en van het getuigenverhoor, alsook, desnoods, van het contract waarop het geschil is gesteund.

XIV. Het verslag, voorgeschreven bij artikel 209 van het Wetboek van Strafvordering, is afgeschaft.

Overgangsbepalingen.

I. Op het oogenblik dat deze wet van toepassing wordt, zullen de voorzitters der rechtbanken van eersten aanleg en der rechtbanken van koophandel overgaan tot eene nieuwe verdeeling der zaken tusschen de verschillende kamers overeenkomstig de voorschriften van artikel IV.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld

XIV. -- *Par dérogation à l'article 43 de la loi du 25 mars 1876, les parties ne peuvent se soustraire par des conventions particulières aux règles établies par les articles 39 et 42 de la dite loi; toutefois le déclinatoire d'incompétence doit être opposé dans les premières conclusions et le juge ne peut le soulever d'office.*

L'Etat est toujours assigné devant le tribunal du lieu dans lequel l'obligation qui sert de base au litige est née ou dans lequel elle doit être ou a été exécutée.

Disposition transitoire.

XV. Au moment de la mise en application de la présente loi, les tribunaux de première instance et de commerce procéderont à une nouvelle distribution des affaires dont les débats n'auront pas commencé, entre les diverses chambres, conformément aux prescriptions des numéros III et IV.

XVI. — *Met afwijking van artikel 43 der wet van 25 Maart 1876 kunnen partijen zich door bijzondere overeenkomsten niet onttrekken aan de regelen bepaald bij de artikelen 39 en 42 van gezegde wet; het afwijzingsmiddel wegens onbevoegdheid moet echter in de eerste besluitschriften tegengesteld worden en de rechter kan het niet van ambtswege opwerpen.*

De Staat wordt altijd gedagvaard voor de rechtbank der plaats, waar de verbintenis, die aan het geschil ten grondslag dient, is ontstaan ofwel waar zij moet worden uitgevoerd of werd uitgevoerd.

Overgangsbepaling.

XV. Op het oogenblik dat deze wet van toepassing wordt, zullen de voorzitters der rechtbanken van eersten aanleg en der rechtbanken van koophandel overgaan tot eene nieuwe verdeling der zaken, met de verhandelingen waarvan nog niet werd begonnen, onder de verschillende kamers, overeenkomstig de voorschriften van de nummers III en IV.

Projet de loi.

II. Dans toutes les instances dans lesquelles il n'est intervenu aucun jugement interlocutoire ni définitif, le droit d'interjeter appel sera réglé d'après les dispositions de la présente loi.

Toutefois, lorsque, dans une affaire civile ou commerciale dans laquelle il n'est intervenu aucun jugement interlocutoire ni définitif, l'évaluation prévue à l'article 33 de la loi du 25 mars 1876 est supérieure à 2,500 francs sans l'être à 5,000 francs, chacune des parties est recevable à en faire une nouvelle, dans le premier acte de procédure qui suivra la mise en vigueur de la loi, et cette évaluation nouvelle aura tous les effets de celle prévue au dit article 33.

Wetsontwerp.

II. In al de rechtsgedingen, waarin geen tusschen- of eindvonnis werd uitgesproken, zal het recht om in hooger beroep te gaan geregeld worden volgens de voorschriften van deze wet.

Nochtans, indien in eene burgerlijke of handelszaak, waarin geen tusschen- of eindvonnis is uitgesproken, de begrooting, voorzien bij artikel 33 van de wet van 25 Maart 1876, hooger is dan 2,500 frank en lager dan 5,000 frank, dan kan iedere partij eene nieuwe begrooting laten doen bij de eerste handeling van rechtspleging, die zal volgen op het in werking treden der wet, en die nieuwe begrooting zal dezelfde kracht hebben als die, bij genoemd artikel 33 voorzien.

Texte proposé par la Section centrale.

Les affaires seront déferées aux chambres de juge unique, à moins que l'une ou l'autre des parties ne demande, dans un délai de quinze jours après le premier appel de la cause, son maintien devant une chambre de trois juges.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

De zaken worden voor de kamers met een alleensprekend rechter gebracht, tenzij een van de partijen binnen een tijdruimte van vijftien dagen na de eerste oproeping der zaak vraagt dat zij voor eene kamer met drie rechters aanhangig blijven.